

Marc Wehrlin, chef de la section du cinéma de l'OFC

Bouts de chandelles et «bonds en avant»

Le chef de la section du cinéma de l'Office fédéral de la culture (OFC) a réalisé la plupart des objectifs qu'il s'était fixés. Le partenariat avec la SSR, en particulier, s'est renforcé au-delà des attentes escomptées. En regard d'une production de plus en plus dynamique, les moyens disponibles s'avèrent cependant trop modiques et constituent le véritable problème de l'encouragement au cinéma. L'avenir dépendra de la révision de la loi sur le cinéma et du «bond en avant» à accomplir. Entretien avec Marc Wehrlin.

Quelles ont été, outre la préparation de la procédure de consultation de la nouvelle Loi, vos priorités en 1999?

Il y a eu la discussion concernant une restructuration du système des aides classiques. Il nous faudrait des instruments prévisionnels, car j'ai l'impression que notre «petite révision» de 1997 n'a pas tout à fait produit les résultats escomptés. *suite page 2*

Wurstzipfel und Quantensprünge

Einen guten Teil der Ziele, die sich der Chef der Sektion FILM im Bundesamt für Kultur gesteckt hat, hat er auch erreicht. Insbesondere die Zusammenarbeit der Filmförderung mit der SRG ist weiter gediehen, als man zunächst zu hoffen wagte. Nicht zuletzt dank einer anziehenden Dynamik in der Produktion sind jetzt aber die allzu begrenzten Mittel des Filmkredits zum absoluten Flaschenhals der Filmförderung geworden. Die Zukunft hängt an der Filmgesetzrevision und am Quantensprung. Ein Interview mit Marc Wehrlin.

Was waren 1999 die Schwerpunkte Ihrer Agenda neben der Vorbereitung der Filmgesetz-Vernehmlassung?

Da war einmal sicher die Diskussion um den weiteren Umbau der klassischen Filmförderung. Da braucht es vorgezogene Massnahmen, weil ich das Gefühl habe, unsere «kleine Revision» von 1997 habe die erhofften Resultate nicht ganz gebracht.

Fortsetzung Seite 2

Editorial

Officiellement enterrée depuis 1994 par les accords du Gatt, qui intégraient l'audiovisuel au domaine des services, «l'exception culturelle» n'est pas morte pour autant. Grâce à ce slogan, la vox populi a fait barrage à l'AMI, le nouvel assaut des «ultralibéralistes». Les négociateurs européens délégués à Seattle, où s'est ouvert fin novembre le Millenium Round de l'OMC, ont eux aussi tiré un trait sur «l'exception culturelle», lui préférant le mot d'ordre de «diversité culturelle». Motif: les Américains ont renoncé (jusqu'à quand?) à empêcher l'Europe de subventionner sa production audiovisuelle.

Cette trêve momentanée est un leurre, car selon les prévisions, les prochaines offensives se situeront sur le terrain inexploré des innovations techniques. Tout en tenant ferme le cap de «l'exception culturelle» – n'en déplaise aux diplomates plus prompts à défendre les montres et les fromages que l'audiovisuel! – il est donc urgent de réglementer dans cette perspective. A cet égard, tant la nouvelle loi sur le cinéma que la vitalité de la création en Suisse sont des atouts pour l'avenir. Dans l'entretien qu'il a accordé à CB, Marc Wehrlin, chef de la section cinéma de l'Office fédéral de la culture, insiste lui aussi sur la nécessité d'aller de l'avant et d'améliorer ce qui peut l'être. A raison.

Françoise Deriaz

Sommaire/Inhalt

Millenium Round de l'OMC / Millenium Runde der WTO	8
Universal Pictures en fin de course / Ende von UPI	
Schweiz	10
Cinémusic déménage / Cinémusic zügelt	11
brèves/ kurz	de/ab 3
Lettres de lecteurs/ Leserbriefe	12

Rubriques/Rubriken

Succès cinéma 1999: les chiffres / die Zahlen	15
communications	19
festivals/märkte/marchés	21
subventions	21
annonces	22
impressum	22

suite de la page 1

Bouts de chandelles...

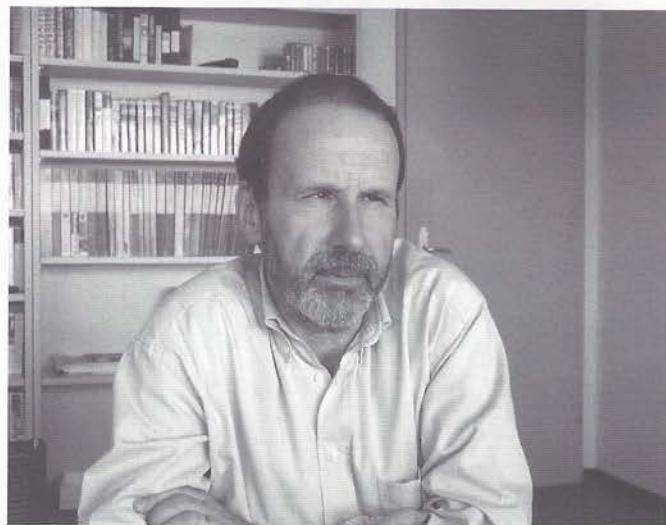
Cela signifie-t-il que le principe, pour l'aide sélective, de deux commissions consultatives indépendantes n'a pas répondu aux espérances?

Je reste convaincu que l'idée de deux commissions permettant de déposer deux fois un projet est bonne. Mais nous pensions que deux commissions distinctes – l'une composée de personnalités confirmées, l'autre de nouvelles «têtes» – induiraient des «signatures différentes». Or ce n'est pas le cas. Peut-être est-ce aussi dû au fait que nous n'avons plus que trois sessions par an. Quoi qu'il en soit, il faudrait reconstruire la taille des commissions. Des propositions allant dans le sens de deux commissions séparées – respectivement chargées des productions cinématographiques et télévisuelles – sont également apparues.

Une commission étatique pour des productions de télévision...?

Tout à fait puisqu'il s'agit de fonds fédéraux. L'argent de l'OFC devrait à la fois permettre de rallonger les bouts de chandelles et de placer la barre un peu plus haut. Nous souhaiterions en effet que les subsides attribués aux productions télévisuelles soient utilisés de façon différente. Depuis un certain temps, les producteurs souhaitent l'instauration de commissions séparées pour les projets de cinéma et de télévision. J'ai toujours souhaité traiter avec des interlocuteurs qui considèrent dans une même vue d'ensemble la production des films de cinéma et celle des téléfilms. Mais il n'est pas facile, pour constituer de telles commissions, de trouver des professionnels qui parlent plusieurs langues. Si nous créons deux commissions distinctes, nous ne pourrons peut-être pas les dédoubler, si bien que l'instance de «repêchage» devra probablement être sacrifiée.

Concernant le «pacte de l'audiovisuel», vos réflexions semblent avoir porté leurs



fruits. La SSR est intéressée à une éventuelle collaboration et les ressources de l'encouragement à la production ont considérablement augmenté. Mais qu'en est-il du «bond en avant» et de l'augmentation du crédit du cinéma?

C'est vraiment un travail de longue haleine et en profondeur, car il faut que l'ensemble des problèmes soit tout

d'abord intégré au débat politique. Une importante discussion a eu lieu à Locarno entre la Présidente de la Confédération, Ruth Dreifuss, et des représentants de la profession. Elle a très clairement indiqué qu'elle souhaitait d'abordachever la «restructuration» de Pro Helvetia, prévue pour 2002, avant d'accorder la priorité au cinéma, mais n'a pas pu préciser si le «bond en avant» se fe-

Fortsetzung von Seite 1

Wurstzipfel und...

Heisst das, das Prinzip der zwei unabhängigen Kommissionen für die selektive Förderung hat sich nicht bewährt?

Doch, ich bin noch immer überzeugt, dass die Idee mit den zwei Kommissionen und der zweimaligen Eingabemöglichkeit richtig war. Wir haben uns aber vorgestellt, dass mit zwei unterschiedlichen Kommissionen – eine eher mit bewährten Leuten besetzt, die andere eher mit neuen – unterschiedlichen «Handschriften» erzielt würden. Das ist aber nicht so. Vielleicht liegt das auch daran, dass sie nur noch je drei Sitzungen pro Jahr haben. Auf jeden Fall müssen wir die Grösse der Kommissionen noch einmal überdenken. Dann gab es Vorschläge, je eine Kommission für Kino- und für Fernsehproduktionen zu bilden.

Eine Bundeskommission für Fernsehproduktionen?

Ja natürlich. Da geht es ja um Bundesgelder. Das BAK-Geld soll hier den Wurstzipfel etwas grösser machen und ihn zugleich ein wenig höher hängen. Wir möchten mit dem Geld schon Dinge ermöglichen, die über die normale Fernsehfinanzierung hinausgehen. Die Produzenten fordern schon lange getrennte Kommissionen für Kino- und Fernsehprojekte. Ich hatte mir immer Leute gewünscht, die den Gesamtüberblick behalten können über Fernseh- und Kinoproduktionen. Allerdings ist es wirklich nicht einfach, fachkundige, mehrsprachige Leute für die Besetzung dieser Kommissionen zu finden. Wenn wir nun zwei verschiedene Kommissionen machen würden, könnten wir die kaum mehr doppelt besetzen, das heisst, das Prinzip der Wiedererwägungsinstanz wird dann wahrscheinlich entfallen müssen.

Im Zusammenhang mit dem «pacte de l'audiovisuel» haben ihre Überlegungen Frucht getragen. Die SRG ist an der Zu-

sammenarbeit interessiert, da ist einiges an zusätzlichen Produktionsgeldern zusammengekommen. Wie steht es denn nun um den «Quantensprung», die Aufstockung des Filmkredits?

Das ist nun wirklich Basis- und Knochenarbeit, denn hier geht es jetzt vor allem darum, das ganze Paket konkret in die politische Diskussion einzubringen. In Locarno fand ein wichtiges Gespräch der Branche mit Bundespräsidentin Ruth Dreifuss statt. Dort hat sie sehr deutlich erklärt, dass sie zuerst die «Renovation» der Pro Helvetia abschliessen möchte, dass dann aber der Film per 2002 ihre nächste Priorität darstelle. Sie könnte auch noch nicht sagen, ob der «Quantensprung» dann «un escalier ou un ascenseur» sein werde.

Was uns aber vor allem unendlich viel Mühe bereitet, ist die desolate Situation beim aktuellen Filmkredit. Wir haben mit den 97er Massnahmen eine Mini-Dynamik in Bewegung gesetzt und mit dem bestehenden Filmkredit kommen wir da

schlicht und einfach nicht mehr durch. Eigentlich hängt jetzt alles davon ab, ob es der Branche gelingt, das Parlament von der Notwendigkeit des Quantensprungs zu überzeugen.

Als Nothelfer ist, wie schon letztes Jahr, die Urheberrechtsgesellschaft Swissimage eingesprungen und hat dem Bundesamt für Kultur die für die Auszahlung fehlenden Fördergelder bevorschusst.

Im Wissen darum, dass sich immer wieder einmal auch Filmprojekte zerschlagen, denen eigentlich schon Fördergelder zugesprochen worden sind, haben wir uns bisher bemüht, zumindest gleich viele Eingaben wie bisher zuzulassen. Aber für das nächste Jahr muss ich möglicherweise den Kommissionen erklären, dass sie weniger Geld zur Verfügung haben. Anders kommen wir nicht mehr aus dem Liquiditätsengpass heraus.

Hat denn im Moment Swissimage sozusagen die Rolle des

rait «par l'escalier ou par l'ascenseur».

L'insuffisance des crédits alloués actuellement au cinéma nous désole tout particulièrement. Nous avions réussi, avec les mesures de 1997, à créer une mini-dynamique, mais actuellement, nous n'y parvenons plus. Au fond, tout dépend maintenant de la capacité de la profession à convaincre le Parlement de faire un «bond en avant».

Comme l'année dernière, Suissimage a «sauvé» l'OFC en lui avançant les fonds lui permettant de faire face à ses engagements.

Tenant compte du fait que tous les projets de films soutenus n'aboutissent pas, nous nous sommes toujours efforcés de ne pas réduire le nombre de projets agréés.

Mais je devrais sans doute expliquer aux Commissions qu'elles ne disposeront pas d'autant d'argent l'année prochaine, sans quoi notre problème de liquidités ne pourra être résolu.

Le rôle actuel de Suissimage est-il comparable à celui du fonds de soutien prévu dans la nouvelle loi?

Pas vraiment. Ce fonds n'a pas des moyens supérieurs à ceux dont dispose chaque année l'encouragement au cinéma. Il nous permettrait seulement de mettre de l'argent de côté pendant les années «lentes» en prévision des années «rapides». Dans le budget de l'année prochaine, nous avons prévu une légère augmentation du crédit du cinéma, mais les concertations parlementaires ne sont pas encore tout à fait terminées.

Votre champ d'activité s'étend de plus en plus et ce que l'on nomme les «nouveaux médias» figurent à plusieurs reprises dans le projet de loi.

Mon assistante suit l'évolution des nouvelles technologies d'information et de communication, mais dans ce domaine, l'essentiel des questions est encore ouvert. Les besoins de la Suisse en matière de création et

im neuen Filmgesetz geplanten Filmförderungsfonds inne?

Nicht wirklich. Über diesen Fonds steht ja auch nicht mehr Geld zur Verfügung, als der jährliche Filmkredit hergibt. Der würde nur ermöglichen, in langsamem Jahren etwas zur Seite zu legen für die schnelleren. Im Budget für das nächste Jahr hatten wir eine leichte Erhöhung des Filmkredites vorgesehen, aber die parlamentarischen Beratungen sind noch nicht abgeschlossen.

Das Aufgabenfeld ihrer Sektion wird immer weiter, die so genannten «Neuen Medien» tauchen auch im Filmgesetzentwurf immer wieder auf.

Für den Bereich der neuen Informations- und Kommunikationstechnologien habe ich eine Assistentin. Aber da sind vorderhand vor allem Fragen offen. Was sind die Bedürfnisse in der Schweiz im Hinblick auf das Kulturschaffen und die Kulturvermittlung mit den neuen Informations- und Kommunikationstechnologi-

en? Mit klassischer Filmförderung hat das nichts mehr zu tun, hier ist die Sektion Film auf dem Weg zur Sektion «audiovisuelle Kulturpolitik».

Daneben ist das Bundesamt für Kultur mitten in einer Reorganisation. Das hat unter anderem dazu geführt, dass ich die Leitung des Medienausschusses übertragen bekommen habe. Wir kümmern uns um den ganzen Bereich Medien innerhalb der Kulturpolitik, das heißt um alle Geschäfte, die auch das Bundesamt für Kommunikation BAKOM betreffen. Darüber hinaus bin ich innerhalb des BAK verantwortlich für das Dossier WTO, da geht ja jetzt die Ministerrunde in Seattle los. Da laufen zurzeit die ganzen Auseinandersetzungen mit dem Staatssekretariat Wirtschaft, weil wir ein klares Bekenntnis zur «Kulturausnahme» im Sinne des übrigen Europas möchten.

Dann sind da noch kleinere Dossiers wie etwa die Verordnungsrevision zur Mehrwertsteuer. Hier klärt das BAK ab, welche Kulturen noch möglich sind, zum Beispiel im

Manifestation parlementaire avec «ID Swiss»

Le lundi 13 décembre, le Centre suisse du cinéma, en collaboration avec la Commission parlementaire des affaires culturelles, Cinésuisse et Dschoint Ventschr Zurich organise à nouveau une manifestation cinématographique pour les parlementaires. En présentant en avant-première le film «ID Swiss», produit par Dschoint Ventschr et SRG/SSR-Idée suisse, il s'agit de capter l'attention des élus pour le cinéma en Suisse. De telles rencontres sont mises sur pied depuis quelques années déjà et, en général, elles suscitent un vif intérêt. Cette manifestation est soutenue par Suissimage/Société suisse des auteurs, Quinnie Cinéma Films et Filmcooperative de Zurich.

Parlementarieranlass mit «ID Swiss»

Am Montag, dem 13. Dezember führt das Schweizerische Filmzentrum SFZ zusammen mit der parlamentarischen Gruppe für Kulturfragen, Cinésuisse und Dschoint Ventschr, Zürich, wiederum einen Kino-Anlass für Parlamentarier durch. Mit einer geschlossenen Vorpremière der Dschoint Ventschr / SRG-SSR-Idée suisse-Produktion «ID Swiss» soll bei den Parlamentarierinnen und Parlamentariern für die Anliegen der Branche geworben werden. Der Anlass besteht seit einigen Jahren und stösst meist auf reges Interesse. Die Durchführung wird unterstützt vom Kulturfonds Suissimage/Société suisse des auteurs, der Quinnie Cinéma Films und der Filmcooperative Zürich.

Les sites web de Media

Bien que les dates limites et les formulaires d'inscription allemands soient d'un intérêt limité pour les internautes suisses, les pages web de MEDIA Desk Deutschland donnent toute une série d'informations sur les festivals et les marchés, de même que sur les structures générales de MEDIA. La visite de ce site vaut donc la peine. De son côté, la France a conçu un site similaire.

www.mediadesk.de et
www.cst.fr/mediafr/

Websites von Mediadesk

Auf der Internet-Seite von MEDIA Desk Deutschland finden sich aktuelle Informationen über MEDIA und seine drei Förderbereiche. Auch wenn für Schweizerinnen und Schweizer die deutschen Einreichermöglichkeiten und Antragsformulare von bedingtem Interesse sind, finden sich noch genügend Informationen zu Festivals und Märkten und den generellen Strukturen von MEDIA, um einen Besuch zu rechtfertigen. Auch in Frankreich existiert eine entsprechende Website.

www.mediadesk.de
und: www.cst.fr/mediafr/

SAFE : coup porté aux copieurs pirates

En octobre, l'Association suisse pour la lutte contre la piraterie SAFE et Sony Computer Entertainment ont annoncé un grand succès dans la lutte contre le piratage de logiciels. Deux mille copies sur cassettes vidéo du film de Disney «Aladin» ont en effet été saisies dans un dépôt en zone franche, ainsi que 42'000 copies frauduleuses de jeux électroniques. Pour SAFE, cet événement arrive à point nommé, puisqu'il coïncide avec le lancement d'un nouveau spot anti-piratage sur StarTV.

SAFE: Schlag gegen Raubkopierer

Die schweizerische Vereinigung zur Bekämpfung der Piraterie SAFE und Sony Computer Entertainment haben im Oktober einen Grosserfolg im Kampf gegen Softwarepiraten vermelden können. Neben 42'000 raubkopierten Computerspiel-CDs wurden auch 2000 Video-CD-Raubkopien des Disney-Films «Aladdin and the King of Thieves» in einem Zollfreilager abgefangen. Die Meldung kam SAFE gerade recht im Hinblick auf die Lancierung eines neuen Anti-piraterie-Spots auf StarTV.

Prix européen du film 1999

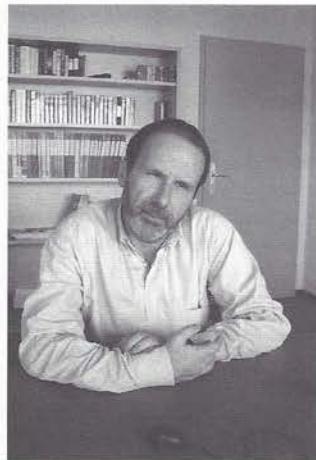
Le 4 décembre, les Prix européens du cinéma 1999 seront décernés à Berlin lors d'une grande soirée de gala. Depuis des mois déjà, il ne reste plus de places disponibles, mais la manifestation sera diffusée, entre autres, par 3sat dès 22 heures, ainsi que par Sundance Channel aux Etats-Unis.

Fortsetzung Seite 5

de médiation culturelle via ces nouvelles technologies n'ont plus rien à voir avec le soutien classique au cinéma. A cet égard, la Section du cinéma s'élargit à toute la «politique culturelle audiovisuelle».

Par ailleurs, la réorganisation de l'OFC a eu pour conséquence, entre autres, que je me trouve aujourd'hui à la tête du comité des médias. Nous nous occupons du rôle des médias dans le cadre de la politique culturelle, c'est-à-dire de toutes les affaires dont traite également l'OFCOM (Office fédéral de la communication). Je suis en outre chargé, au sein de l'OFC, du dossier OMC (Organisation mondiale du commerce), puisque le grand battage ministériel va commencer à Seattle. A ce sujet, nous négocions avec le Secrétariat d'Etat à l'économie, car nous souhaitons adopter une position clairement favorable à «l'exception culturelle», dans le sens où l'entendent les autres pays européens.

Il y a encore les dossiers annexes, par exemple la révision du décret concernant la TVA.



L'OFC est en train de voir s'il existe encore des «niches» culturelles, par exemple du côté du sponsoring. Peut-être a-t-on raison d'affirmer que l'engagement de l'UBS à Locarno permet un retour de l'investissement de l'ordre de 100%. Mais dans la plupart des cas où nous avons pu apprécier l'engagement des sponsors, les sommes investies ne peuvent être assimilées à de simples actions publicitaires soumises à la TVA.

En raison du nombre croissant de dossiers englobant tant des aspects économiques que culturels, le grand écart pratiqué par la Section du cinéma va en s'élargissant. Par ailleurs, une certaine concurrence se développe dans le domaine des nouveaux médias, comme l'a par exemple révélé le transfert de Lucerne à Bâle du Festival multimédia VIPER.

C'est juste. C'est déjà monnaie courante en Allemagne entre les différents Länder. Chez nous, la concurrence entre les lieux d'implantation de l'activité médiatique ne fait que commencer. Avec nos structures artisanales, nous courrons toujours derrière le train en marche. Bien sûr, nous nous efforçons d'harmoniser l'activité des différentes instances fédérales, mais ce fonctionnement n'est pas encore très professionnel. Pour ma part, il me manque certaines connaissances techniques lorsqu'il s'agit de faire la distinction entre subventions culturelles et subventions économiques. La question s'est posée avec des

studios de son ou encore durant les discussions sur «Film Location Switzerland».

Est-ce là une tentative, en dépit de son handicap en matière de compétence, de rendre la Suisse attrayante pour des partenaires étrangers?

Oui, il est non seulement extrêmement difficile de trouver un accord sur les points de détails dans chaque domaine, mais il manque aussi fréquemment les fonds nécessaires qui permettraient de fonctionner de façon vraiment professionnelle. En règle générale, l'éparpillement dans un nombre considérable de micro-organismes s'avère de plus en plus problématique. On évoque par exemple, du côté de Pro Helvetia, le regroupement éventuel du Centre suisse du cinéma (CSC) et de l'Agence du court métrage dans une structure commune.

Faut-il en déduire que l'Agence du court métrage, qui a été récemment détachée du CSC, le réintégrerait à nouveau?

Hinblick auf den Begriff «Sponsoring». Vielleicht lässt sich die Behauptung halten, dass das Engagement der UBS in Locarno einen «return on investment» im Massstab 1:1 bringe. Aber in den meisten Bereichen, in denen wir dankbar sind für den Einsatz von Sponsoren, lassen sich die investierten Beträge im Hinblick auf die Mehrwertsteuer nicht einfach mit Werbemassnahmen gleichsetzen.

Der Spagat, den die Sektion Film vollbringen muss, wird offensichtlich immer weiter. Viele Dossiers sind ja mittlerweile mindestens so sehr mit wirtschaftlichen Belangen verknüpft wie mit kulturellen. Im Bereich der neuen Medien herrscht bereits so etwas wie eine Standortkonkurrenz zwischen den Kantonen, wie das Beispiel des Multimediafestivals VIPER gezeigt hat.

Das ist richtig. Was in Deutschland zwischen den einzelnen Ländern schon längst gang und gäbe ist, die Konkurrenz der einzelnen Filmförderungen

um die Medienwirtschaftsstandorte, das zeichnet sich bei uns erst langsam ab. Und mit unseren handgestrickten Strukturen hecheln wir diesen Entwicklungen immer hinten nach. Klar versuchen wir, vernetzt zu arbeiten innerhalb der einzelnen Bundesstellen. Aber das läuft oft noch immer ziemlich amateurhaft. Auch mir fehlt ja oft das konkrete Fachwissen, wenn es darum geht, wo sich Kultur- und Wirtschaftsförderung zu überschneiden beginnen. Das zeigt sich bei den Anlagen der Tonstudios oder auch bei den Diskussionen um «Location Switzerland».

Das ist jener Versuch, die Schweiz als Drehort für ausländische Partner attraktiv zu machen, der zurzeit auch noch ein wenig von Zuständigkeitsfragen behindert wird?

Ja, es nicht nur extrem schwierig, in solchen Belangen den Detailkonsens zu finden, es fehlt ja dann auch einfach wieder das nötige Geld um etwas wirklich Professionelles auf die

Beine zu stellen. Ganz generell zeichnet sich ja hier immer mehr als Problem ab, dass diese Filmwelt in allzu viele Mikroorganismen zerfällt. Konkret wird ja nun zum Beispiel im Umfeld Pro Helvetia, Schweizerisches Filmzentrum und Kurzfilmagentur über ein gemeinsames Dach oder Haus diskutiert.

Das würde also heissen, dass die Kurzfilmagentur, die erst vor kurzer Zeit aus dem Filmzentrum herausgelöst wurde, jetzt wieder reintegriert werden müsste?

Ja, das ist so. Ich denke, da haben wir – ich – einen Fehler gemacht. Die Kurzfilmpromotion als eigenständiges Tätigkeitsfeld ist zwar sinnvoll, aber das vom Filmzentrum zu trennen, war wohl falsch. Mittelfristig sähe ich übrigens auch «Film Location Switzerland» am ehesten unter so einem gemeinsamen Dach.

Es ist ja schon paradox. Einerseits zerfallen bestehende Dachorganisationen wie der

«alte» Kinoverband oder Procinéma, andererseits massieren sich die «Aktionszentren» dann doch wieder, etwa in der Bürogemeinschaft von Suissimage, Kurzfilmagentur, Focal und Redaktion FILM/Ciné-Bulletin in Lausanne oder diverser Verleiher und Produktionsfirmen, die in Zürich im gleichen Haus residieren wie das Filmzentrum.

Ich hoffe einfach, dass wir insgesamt in den nächsten Jahren branchenübergreifend professionellere Strukturen realisieren können. Ich habe auch schon Leute aufgeschreckt mit der Überlegung, ob wir mittelfristig Euro Info / Media Desk nicht auch dem BAK angliedern müssten – aus dem einfachen Grund, dass der Kontakt zwischen mir und dem Euro Info Büro zu locker ist. Ich mache Europapolitik, sie machen Europapolitik, das müsste viel verschränkter funktionieren, um effizient zu werden.

Derzeit ist Euro Info administrativ an die Infrastruktur des Filmzentrums angebunden, ist

En effet. Je pense que nous – et moi entre autres – avons commis là une erreur. Il y a certes des raisons pour justifier la promotion indépendante du court métrage, mais sa séparation du CSC n'en reste pas moins une erreur. A moyen terme, je verrais bien une structure commune, englobant également «Film Location Switzerland».

C'est un paradoxe. D'une part, des structures se désagrègent, comme la «vieille» Association cinématographique suisse et Procinéma; d'autre part, les «pôles d'activité» se regroupent, comme Suissimage, l'Agence du court métrage, Focal et la rédaction de Film/Ciné-Bulletin à Lausanne ou encore comme les distributeurs et les producteurs résidants sous le même toit que le CSC à Zurich.

J'espère tout simplement que nous pourrons créer, dès l'année prochaine, des structures professionnelles unifiées. J'ai déjà suscité des remous en demandant si, à moyen terme,

nous ne devrions pas relier EuroInfo/Media Desk à l'OFC – pour la simple raison que les contacts me paraissent trop lâches. Je mène une politique à l'échelle européenne et eux aussi. Pour être efficaces, nous devrions travailler de façon plus concertée.

Actuellement, Euro Info dépend administrativement du CSC mais, en fait, cette structure est liée à Cinésuisse, l'organisation faîtière de la profession.

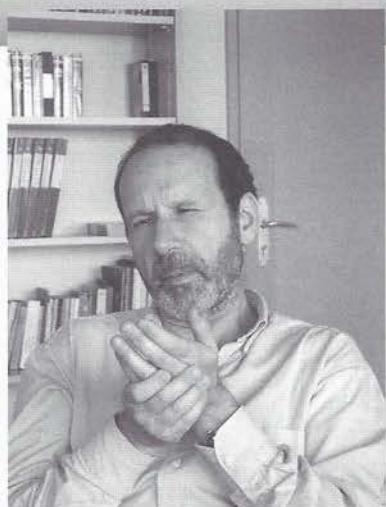
Oui, et dans ce sens, c'est assez loin de moi. Mais ces réflexions doivent encore mûrir. Le 1er janvier, il se peut que Succès cinéma devienne une structure fédérale, ou non – nous ne le savons pas encore. Quoi qu'il en soit, nous devons créer des structures définitives. Au fond, l'économie et la culture ne doivent pas être mélangées. Il faut trouver une solution de rechange à nos mini-structures sans pour autant tout centraliser. Comme il nous faut apprendre à travailler davantage en réseau et de façon plus con-

aber eigentlich eine Organisation von Cinésuisse, der Dachorganisation der Filmbranche.

Ja, und damit weit weg von mir. Aber das sind noch längst keine fertigen Überlegungen. Succès cinéma wird per 1. Januar 2002 möglicherweise zur Bundesstelle – vielleicht bleibt es aber auch ausgelagert, das wissen wir noch nicht. Aber wir müssen hier definitive Strukturen schaffen. Insgesamt lassen sich Wirtschaft und Kultur nicht einfach vermengen. Aber wir müssen aus unseren Ministrukturen herausfinden, ohne gleich völlig zentralistisch zu werden. Und wir müssen lernen, vernetzt und übergreifender zu arbeiten. Aber das alles braucht Zeit und meistens rennen wir eben den Dingen hinterher.

Wie geht es weiter mit der Filmgesetzvernehmlassung?

In einem ersten Schritt tragen wir nun die eingereichten Resultate zusammen, werten sie aus und legen das der Eidgen-



nossischen Filmkommission vor. Im zweiten Schritt erfolgt dann der formelle Vernehmlassungsbericht, der dann Anfang 2000 in die Endkonsultation geht. Dann brauchen wir einen Bundesratsbeschluss, der gibt zugleich die Leitlinie für die Botschaft, welche dann bis zu den Sommerferien fertig sein sollte. Das alles ist weniger die Arbeit der Kommission Moor als der Sektion Film. Die personell ergänzte Kommission Moor wird parallel dazu am nächsten Schritt arbeiten, an der Filmverord-

Europäischer Filmpreis 1999

Am 4. Dezember werden in Berlin an einer grossen Gala die Europäischen Filmpreise 1999 verliehen. Die Veranstaltung ist seit Monaten ausverkauft, wird aber unter anderem von 3sat ab 22 Uhr ausgestrahlt, ebenso wie in den USA vom Sundance Channel.

trigon-film change de domicile

Le premier novembre, trigon-film a été transféré de Rodersdorf (près de Bâle) à Wettingen (près de Zurich). La nouvelle équipe est désormais à pied d'œuvre, soit: Walter Ruggel, nouveau directeur, Margaret Viermann, collaboratrice de longue date, Alfred Grieder, comptable, et deux nouvelles collaboratrices, Severina Eggenspiller (médias/presse/financement) et Dominique Béot (programmation), responsable par ailleurs du secrétariat de Cinélibre. En Suisse romande, Marc Houvet (Genève) continue de représenter trigon.

trigon-film mit neuem Domizil

Per ersten November ist die trigon-film von Rodersdorf bei Basel nach Wettingen bei Zürich transferiert worden. Mit dem neuen Direktor Walter Ruggel arbeiten am neuen Ort die langjährige trigon-Mitarbeiterin Margaret Viermann, Buchhalter Alfred Grieder und die beiden neuen Mitarbeiterinnen Severina Eggenspiller (Medien/PR/Fundraising) und Dominique Béot (Programmation), die parallel dazu auch das Sekretariat von Cinélibre führt. In der Westschweiz wird trigon weiterhin von Marc Houvet in Genf repräsentiert.

VIPER '99

Avec une affluence record de 14'000 visiteurs en cinq jours (1998 : 13'000 en six jours), le 19^e Festival international du film vidéo et des nouveaux médias VIPER de Lucerne a pris fin avec succès le 31 octobre. Cette année, le thème «cut+copy» a focalisé l'attention; plusieurs manifestations proposaient en effet d'analyser le rapport entre original, copie et réalité de manière théorique et pratique. Le VIPER-Special «Super 8» et le «MediaLounge», installés dans le centre princip-

pal du Casino Luzern recyclé en un mélange d'Internet-Café et de médiathèque, ont connu une grande popularité.

Palmarès VIPER 1999

Compétition internationale:
VIPER INTERNATIONAL
AWARD (10'000 francs)

Ex aequo: Matthias Müller,
Allemagne, avec «Vacancy», et
Gerard Holthuis, Hollande,
avec «Hongkong»

Mention spéciale du jury: «De
Zone» (Ben Van Lieshout, Hol-
lande), «In My Car» (Mike Hol-
boom, Canada), «Film ist.»

(Gustav Deutsch, Autriche).
Mention particulière à un
jeune talent prometteur: «Still»
de Shiho Kano, Japon.
Compétition suisse:

VIPER SWISS AWARD (5'000
francs)

Lea Jaecklin et Fenja Abraham,
Genève, pour «Un comporte-
ment correct se paie»

VIPER SWISS AWARD FOR
PROMOTION (caméra vidéo
digitale)

Sonja Wyss pour «To date»

VIPER '99

Mit einem Publikumsrekord von 14'000 Eintreten in fünf Tagen (1998: 13'000 bei sechs Tagen) ging am Sonntag, 31. Oktober das 19. Internationale Festival für Film Video und neue Medien VIPER in Luzern erfolgreich zu Ende. Der Festivalschwerpunkt war dieses Jahr dem Thema «Cut+Copy» gewidmet, wo in verschiedenen Veranstaltungen das Verhältnis von Original, Kopie und Wirklichkeit theoretisch und praktisch erkundet wurde. Besonders grosser Beliebtheit erfreute sich das VIPER-Special «Super 8» und die als Mischung zwischen Internet-Café und Mediathek eingerichtete «MediaLounge» am Hauptaustragungsort Casino Luzern.

VIPER-Palmarès 1999

Internationaler Wettbewerb:
VIPER INTERNATIONAL
AWARD (10'000 Franken)

Ex aequo an Matthias Müller,
Deutschland, für «Vacancy», und an Gerard Holthuis, Hollan-
d, für «Hongkong»

Lobende Erwähnungen: «De
Zone» (Ben Van Lieshout, Hol-
land), «In My Car» (Mike Hol-
boom, Kanada), «Film ist.» (Gu-
stav Deutsch, Österreich). Be-
sondere Erwähnung für ein

Fortsetzung Seite 2

certée. Mais tout cela demande du temps et le plus souvent, nous ne pouvons que courir après les événements.

Quelle est la suite de la procédure de consultation de la nouvelle loi?

Dans un premier temps, nous allons rassembler l'ensemble des remarques formulées pour les analyser et les présenter à la Commission fédérale du cinéma. Suivra le rapport des consultations, qui sera examiné début 2000. Avant les vacances d'été, nous recevrons la résolution du Conseil fédéral, qui transmettra en même temps les axes directeurs du projet. Tout cela relève davantage de la compétence de la Section du cinéma que de la Commission Moor. Cette dernière, qui a augmenté ses effectifs, travaillera en parallèle à la prochaine étape: l'ordonnance et le règlement sur le cinéma.

Quels sont les aspects qui ont suscité le plus de polémique lors de la procédure de consultation?

nung und am Filmreglement.

Was sind die Knackpunkte, die sich in der Vernehmlassung gezeigt haben?

Im Grossen und Ganzen genau die, die wir erwartet haben. Insgesamt sind es vier, wobei mich der Erste überrascht hat: Das sind diejenigen Stimmen, die ganz grundsätzlich der Meinung sind, es braucht gar keine Filmgesetzrevision. Die Erklärung dafür erscheint mir aber relativ simpel: Branchenintern war das gar keine Frage, die Notwendigkeit der Massen unbestritten, dass wir sie nach aussen wahrscheinlich einfach zu wenig gut erklärt haben.

Der zweite strittige Punkt ist ganz klar die Lenkungsabgabe. Da sind die Fronten relativ deutlich und heftig. Ich glaube nicht mehr daran, dass in dieser Frage ein Branchenkonsens zu erzielen wäre, auch wenn immer noch ein paar Leute das behaupten.

Der dritte Diskussionspunkt ist die Bewilligungspflicht für Abspielbetriebe. Es gibt Gruppierungen, die eine

Engénéral, ceux auxquels nous nous attendions. Quatre ont été dénombrés, dont l'un qui m'a quand même surpris: un certain nombre de personnes sont convaincues que la révision de la loi est superflue. L'explication me paraît relativement simple: au sein de la profession, la nécessité d'une nouvelle loi n'a jamais été mise en cause. Elle nous paraissait tellement aller de soi que nous avons négligé d'expliquer publiquement sa raison d'être.

Le deuxième point est de toute évidence la taxe d'incitation à la diversité. Là, les positions sont relativement arrêtées. Je ne crois plus qu'un consensus soit possible au sein de la profession, même si certaines personnes le prétendent toujours.

Le troisième point concerne la demande d'autorisation pour les exploitants. Cer-

tains groupes veulent instaurer le principe d'une demande d'autorisation, notamment pour les «grandes salles de cinéma». Mais après lecture des propositions, je n'ai pas trouvé quels critères précis pourraient être appliqués.

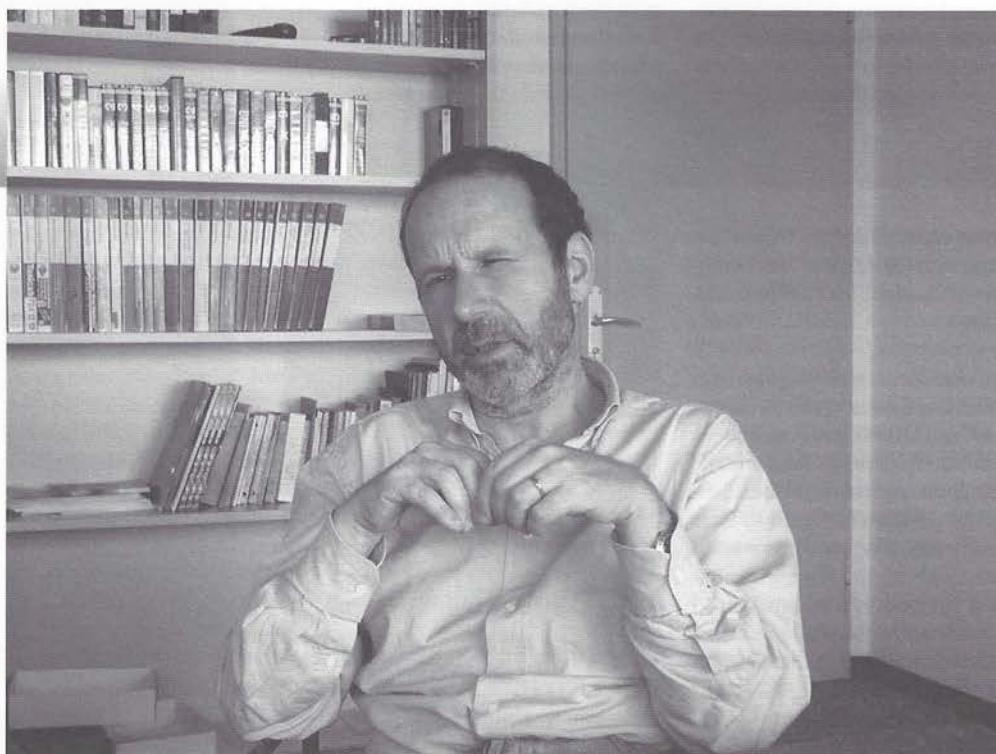
Le dernier point de désaccord concerne l'ébauche d'une législation concernant les grands groupes de médias. Certaines personnes l'ont très mal pris et ont immédiatement parlé du «prévôt cinématographique de Berne» avide de pouvoir ...

Davantage de pouvoir? Au regard de vos soucis actuels, notamment financiers, parler de pouvoir relève du cynisme...

Lorsqu'on pense aux objectifs qui avaient été définis à l'époque où j'ai été nommé et que je considère toujours comme va-

lables, il est évident que sans une révision de la Loi sur le cinéma et sans le «grand bond» attendu, ils resteront hors de notre portée.

Propos recueillis par Michael Sennhauser



Bewilligungspflicht wollen, zum Beispiel für «grosses Kinos», aber für die genauen Kriterien, die hier zum Zuge kommen sollen, habe ich bei der bisherigen Lektüre noch keinen konkreten Vorschlag gefunden.

Und der letzte strittige Punkt liegt in den Ansätzen zu einem Medienkartellrecht. Das ist einigen Leuten ganz sauer aufgestossen, die reden

bereits vom «bernischen Filmvogt», der da nun einfach mehr Macht wolle ...

Macht? Wenn man Ihr gegenwärtiges Problem anschaut, dass nämlich der bestehende Filmkredit ganz einfach nirgends mehr hinreichend scheint es nachgerade zynisch, von Macht zu sprechen...

Wenn man von den Zielvor-

gaben ausgeht, die gegeben waren, als man mich in dieses Amt holte und die ich für richtig ansehe, ist klar: Ohne die Filmgesetzrevision und ohne den Quantensprung sind diese Ziele nicht zu erreichen.

*Interview:
Michael Sennhauser*

junges, vielversprechendes Talent: «Still» von Shiho Kano, Japan.
Schweizer Wettbewerb
VIPER SWISS AWARD
(5000 Franken)
Lea Jaecklin und Fenja Abraham, Genf, für «Korrektes Verhalten zahlt sich aus»
VIPER SWISS AWARD FOR PROMOTION (digitale Videokamera)
Sonja Wyss für «To Date»

MEMORIAV présente des films suisses restaurés

En collaboration avec la Cinémathèque suisse et d'autres partenaires, Memoriav, Association pour la sauvegarde de la mémoire audiovisuelle suisse, projette entre novembre 1999 et le printemps 2000 des œuvres restaurées du Nouveau cinéma suisse, dont «La salamandre» (1971) d'Alain Tanner et «Morlove – Eine Ode für Heisenberg» (1986), une production vidéo de Samir.

MEMORIAV zeigt restaurierte Schweizer Filme

In enger Zusammenarbeit mit der Cinémathèque suisse und mit weiteren Partnern zeigt Memoriav, der Verein zur Erhaltung des audiovisuellen Kulturgutes der Schweiz [Association pour la sauvegarde de la mémoire audiovisuelle suisse] zwischen November 1999 und Frühjahr 2000 verschiedene restaurierte neuere Schweizer Filme, darunter Alain Tanners «La salamandre» von 1971 und Samirs Videoproduktion «Morlove – Eine Ode für Heisenberg» von 1986.

Schweizer Jugendfilmtage

Die Schweizer Jugendfilmtage sind ein jährlich stattfindendes Film- und Videofestival. Die nächste Ausgabe findet vom 29. März bis 1. April in der Schule für Gestaltung in Zürich statt. Junge Filmemacherinnen und Filmemacher können bis zum 31. Dezember ihre Produktionen in folgenden vier Kategorien einreichen: Kategorie A: Schulfilme (bis 19 Jahre), Kategorie B: freie Produktionen (bis 19 Jahre), Kategorie C: freie Produktionen (20 bis 25 Jahre), Kategorie D: Produktionen von StudentInnen an Filmschulen (bis 30 Jahre).

www.jugendfilmtage.ch

Journées du jeune cinéma suisse

Les Journées du jeune cinéma suisse sont un festival annuel de cinéma et de vidéo. La prochaine édition aura lieu du 29 mars au 1er avril à la Schule für Gestaltung de Zurich. Jusqu'au 31 décembre, les jeunes cinéastes pourront présenter leurs productions dans le cadre des quatre catégories suivantes: catégorie A: productions d'école (jusqu'à 19 ans); catégorie B: productions indépendantes (jusqu'à 19 ans); catégorie C: productions indépendantes (20 à 25 ans); catégorie D: productions d'étudiant(e)s aux écoles de cinéma (jusqu'à 30 ans).

www.jugendfilmtage.ch

Zürcher

Auszeichnungen für Filme

Am 20. November wurden in Zürich im Museum für Gestaltung die diesjährigen Filmpräise der Stadt Zürich verliehen. Für den Dokumentarfilm «Die Zeit mit Kathrin» (Filmkollektiv Zürich) erhielt Urs Graf 20'000 Franken. Für den Dokumentarfilm «Genet à Chatila» (Lea Produktion, Zürich) sprach die städtische Filmkommission Richard Dindo 15'000 Franken zu. Ebenfalls 15'000 Franken gingen an Franz Rickenbach für den Dokumentarfilm «Une synagogue à la campagne» (I-Magus Produktion, Zürich). 10'000 Franken gingen an Eduard Winiger für das Dokumentarvideo «Die Durststrecke» (Filmkollektiv Zürich). Dem Filmproduzenten Marcel Hoehn wurde in Anerkennung seines langjährigen Einsatzes für den Schweizer Autorenfilm 20'000 Franken zugesprochen.

Basler Kinobetreiber expandieren nach Zürich

Nachdem das gemeinsame Multiplexprojekt auf der Basler Heuwaage der Basler Kino-Unternehmer Enrico Ceppi und Peter Walch sich aufgrund lokaler Gegebenheiten und Kostenfragen erheblich verzögert hat, haben sich Ceppi und Walch entschlossen, in die Region Zürich zu expandieren. Auf dem ABB-Areal in Oerlikon soll ein Multiplexkino mit 3250 Plätzen entstehen. Die überregionale Expansion soll nicht zuletzt die Verhandlungsposition der Kinobetreiber gegenüber den Verleihern stärken.

Nouveautés du côté de Buena Vista

Le 1er octobre, Vanessa Flack est venue renforcer le bureau de presse de Buena Vista International (Switzerland). Avec Eveline Fischer, elle est dorénavant responsable de la presse.

Neu bei Buena Vista

Per 1. Oktober hat Vanessa Flack die Pressestelle bei Buena Vista International (Switzerland) verstärkt. Zusammen mit Eveline Fischer betreut sie ab sofort die Journalistinnen und Journalisten.

La lanterne magique, une multinationale

Depuis l'année de sa création en 1992, à Neuchâtel, La lanterne magique a connu un succès croissant. Sa popularité se trouve plus que jamais confirmée puisqu'elle est présente dès le mois de septembre dans 53 localités de Suisse romande, alémanique et italienne. Ce club de cinéma, réservé aux enfants de 6 à 11 ans, totalise quelque 22'000 membres. Il rayonne également à l'étranger, en Belgique, Italie, France ainsi qu'aux Philippines, ce qui lui vaut d'être le «premier produit d'exportation cinématographique suisse». Par ailleurs, La lanterne magique, s'est vue attribuer le Prix de la Fondation Doron 1999, soit 100'000 francs pour chacun de ses trois fondateurs: Vincent Adatte, Frédéric Maire et Francine Pickel. «Le plus grand club de cinéma pour enfants d'Europe», selon la formule consacrée, a également obtenu le patronage de la Commission nationale suisse de l'UNESCO.

Die Zauberlaterne, ein multinationales Unternehmen

Seitdem sie 1992 in Neuchâtel gegründet wurde, ist der Zauberlaterne ein wachsender Erfolg beschieden. Ihren Beliebtheitsgrad belegt allein die Tatsache, dass sie seit September in 53 Ortschaften der französischen, der deutschen und der italienischen Schweiz vertreten ist. Der Filmclub, der für sechs- bis elfjährige Kinder gedacht ist, zählt ungefähr 22'000 Mitglieder. Er ist auch in Belgien, Italien, Frankreich und sogar auf den Philippinen aktiv, was ihn zum «ersten filmischen Exportprodukt der Schweiz»

macht. 1999 wurde die Zauberlaterne mit dem Preis der Fondation Doron ausgezeichnet, der den drei Gründungsmitgliedern Vincent Adatte, Francine Pickel und Frédéric Maire je 100'000 Franken einbrachte. «Der grösste Filmclub Europas für Kinder», wie es heißt, wurde zudem unter die Schirmherrschaft der Schweizer Kommission der UNESCO gestellt.

Changement de personnel sur la Croisette

Le 14 octobre dernier, le délégué général Gilles Jacob a été élu à l'unanimité président du Festival de Cannes. Il succède ainsi à Pierre Viot qui, au terme de cinq mandats de trois ans, assurera une dernière fois les festivités de l'an 2000. De fait, la passation des pouvoirs n'aura lieu qu'au mois de juin, tandis que la recherche d'un nouveau délégué général est d'ores et déjà amorcée.

Personaländerungen auf der Croisette

Am 14. Oktober wurde der Generaldelegierte Gilles Jakob einstimmig zum Präsidenten des Festivals von Cannes gewählt. Jakob folgt auf Pierre Viot, der dem Festival im Jahr 2000 nach drei fünfjährigen Mandaten zum letzten Mal vorstehen wird. Der Wechsel im Präsidialamt wird im Juni 2000 stattfinden, während die Suche nach einem neuen Generaldelegierten bereits begonnen hat.

Métrociné passe aux mains de Europlex Cinema

Le 11 novembre dernier, Métrociné, le plus grand groupe d'exploitation en Suisse romande (31 salles), annonçait sa reprise par Europlex Cinema, société néerlandaise dirigée par M. Charles Wesoky et partenaire de Soros Private Equity Partners (membre du groupe Soros), très important gérant de fonds de pension. «Cette décision est motivée par la volonté des actionnaires d'assurer à la société les ressources nécessaires à son développement à long terme. Celui-ci passe par la construction de multiplexes...», indique le communiqué de presse. Miguel Stucky, qui conserve la présidence du conseil d'administra-

Suite page 9

De l'«exception culturelle» à la «diversité culturelle»

Après l'Uruguay Round du Gatt (1993), la déconfiture de l'AMI à Paris (1998), voici venu le Millenium Round de l'OMC (Organisation mondiale du commerce). C'est à Seattle, fin novembre, qu'a démarré la nouvelle offensive pour la libéralisation des échanges. L'audiovisuel est à l'étal du grand souk mondial.

Après une brève rencontre à Lausanne en octobre dernier destinée à arrondir quelques angles acérés avant la première conférence interministérielle de Seattle (30 novembre au 2 décembre), l'OMC déploie son arsenal de guerre. En réalité, les jeux sont faits, sur le papier du moins. Du côté des Etats-Unis, des centaines de fonctionnaires ont peaufiné dans le détail les nouvelles réglementations permettant aux multinationales de commerçer sans entraves aux quatre coins de la planète, alors que la Communauté européenne n'a mobilisé que quelques dizaines d'experts pour affûter ses armes. L'écrasante majorité des représentants des 134 pays membres de l'OMC – notamment des pays les moins industrialisés –

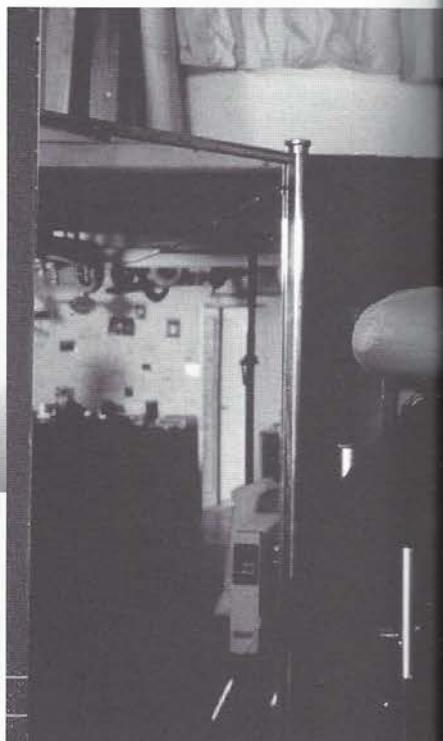
n'auront donc guère les moyens de se faire entendre, mais bien d'écouter comment les grandes puissances économiques vont diriger les affaires du monde. Prévu pour durer trois ans, le Millenium Round rouvre donc tous les dossiers en souffrance – notamment l'agriculture, les services – c'est-à-dire ceux qui n'avaient pu aboutir dans le sens voulu par les Etats-Unis.

L'audiovisuel, assimilé au dossier «services» depuis les accords du Gatt – au même titre que la santé, l'éducation, les banques, l'environnement, les postes, les aménagements urbains, les musées etc. – refait donc surface. Même si le slogan a fait œuvre utile, l'«exception culturelle» n'est plus à l'ordre du jour. En octobre 1998, il a

notamment amené la France, sous la pression de très nombreux professionnels, à claquer la porte des négociations de l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement), réduisant ainsi à néant les efforts des partisans de la libéralisation des échanges agissant dans le cadre de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

Dans le contexte du Millenium Round, la France n'a plus guère voix au chapitre. Contrainte de s'en remettre à l'Union européenne pour défendre ses intérêts – laquelle, soit dit en passant, signera des accords qui auront force de loi pour tous les pays de la Communauté, alors que les engagements pris par Washington seront laissés au libre arbitre des Etats américains(!) – la France a malgré tout plaidé la cause de l'exception culturelle à Bruxelles, en vain. La Grande-Bretagne, la Suède et les Pays-Bas, au nom d'autres priorités, y ont fait barrage, alors que pour la première fois, l'Allemagne et l'Autriche suivaient la France sur le terrain de l'exclusion.

Les Quinze ont finalement opté d'affronter Seattle avec un programme minimum. Selon Pascal Lamy, commissaire européen chargé des relations extérieures, l'Union veillera, pour la Communauté et ses Etats membres, à garantir la possibilité de préserver leur capacité à définir et à mettre en œuvre leurs politiques culturelles et audiovisuelles pour la préservation de leur diversité culturelle. En clair, les Européens veulent défendre le droit de subventionner leurs cinématographies et d'imposer des quotas en matière de diffusion



Von der «kulturellen Ausnahme» zur «kulturellen Vielfalt»

Nach der Uruguay Round des Gatt (1993), der Pleite des MAI in Paris (1998) ist nun die Stunde der Millenium Round der WTO (Welthandelsorganisation) gekommen. Die neue Offensive zur Liberalisierung der Märkte hat Ende November in Seattle begonnen. Auf dem planetaren Bazar wird auch die audiovisuelle Industrie feilgeboten.

Nach einem kurzen Treffen Ende Oktober in Lausanne, das dazu dienen sollte, vor der grossen Ministerkonferenz von Seattle (30. November bis zum 2. Dezember) einzelne verhärtete Fronten aufzuweichen, bietet die WTO nun mit ihr gesamtes Arsenal auf. Tatsächlich sind die Würfel bereits gefallen, zumindest auf dem Papier. Während die Vereinigten Staaten hunderte von Beamten aufgeboten haben, die bis ins Detail neue Reglemente austüftelten, um den multinationalen Unternehmen zu ermöglichen, an allen Ecken und Enden der Welt ungehindert Handel zu treiben, verfügte die Europäische Union nur gerade über einige Dutzend Experten,

um ihre eigenen Argumente zu verteidigen. Die erdrückende Mehrheit der Vertreter der 134 WTO-Mitgliedsstaaten – insbesonders jene der am wenigsten industrialisierten Länder – werden also kaum Gelegenheit haben, sich Gehör zu verschaffen. Sie werden sich darauf beschränken müssen, den Grossmächten zuzuhören, wie diese das Geschick der Welt zu leiten gedenken. Die Millenium Round, die insgesamt drei Jahre dauern soll, nimmt sich aller überfälligen Fragen an – insbesonders der Landwirtschaft und den Dienstleistungen – das heisst all jenen, die noch nicht im Sinne der Vereinigten Staaten ausdiskutiert worden sind.

Der audiovisuelle Bereich, der seit dem Gattabkommen als Dienstleistung betrachtet wird – wie auch das Gesundheitswesen, die Erziehung, die Banken, die Umwelt, die Postbetriebe, die Stadtplanung, die Museen usw. – zählt ebenfalls zu den Pendenzen. Der Slogan der «kulturellen Ausnahme» hat seine Schuldigkeit getan; diese ist nun nicht mehr an der Tagesordnung. Im Oktober 1998 hat dieses Konzept vor allem Frankreich dazu gebracht, die im Rahmen des MAI (Multilaterales Investitionsabkommen) erfolgten Verhandlungen unter dem Druck zahlreicher Branchenvertreter zu unterbrechen und die Anstrengungen jener, die sich im Rahmen der OECD (Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung) für eine Liberalisierung des Austauschs eingesetzt hatten, zunichte zu machen.

Bezüglich der Millenium Round hat Frankreich nun kaum noch Mitspracherecht. Gezwungen, sich hinsichtlich der Verteidigung seiner Rechte von der Europäischen Union

vertreten zu lassen – deren Unterschrift unter den Abkommen im übrigen für sämtliche Mitgliedsstaaten bindend ist, während die von Washington akzeptierten Bedingungen selbst von den amerikanischen Gliedstaaten noch refusiert werden können (!) – hat sich Frankreich dennoch – und vergeblich – darum bemüht, Brüssel von der Dringlichkeit der kulturellen Ausnahme zu überzeugen. Im Namen anderer Prioritäten haben sich Großbritannien, Schweden und Holland dagegen ausgesprochen, während sich Deutschland und Österreich zum ersten Mal auf Frankreichs Seite schlugen. Die fünfzehn europäischen Staaten haben schliesslich beschlossen, mit minimalstem Gepäck nach Seattle zu reisen. Gemäss Pascal

télévisuelle.

Exit donc l'exception culturelle et au profit de la diversité culturelle, mais l'audiovisuel, selon les observateurs, ne figure pas au nombre des priorités de Seattle: Hollywood a deux représentants au Sénat, l'agriculture trente... Préférant contourner l'obstacle érigé par la France depuis 1993, les Américains vont en effet s'en tenir au statu quo, en attendant que les bouleversements technologiques qui s'annoncent (notamment dans le domaine du numérique) rendent le débat de l'exception culturelle obso-

lète. Ils demandent néanmoins la constitution d'un groupe de travail sur le sujet.

La Suisse, elle aussi partie pour trois ans dans le Millennium Round, n'est pas un partenaire négligeable, puisqu'elle fait partie du club restreint des vingt-cinq pays «qui comptent». Comme à son habitude, elle monte au front en solo, en espérant grappiller quelques avantages de tous les côtés!

Françoise Deriaz



«Bill Diamond»
von Wolfgang
Panzer

Lamy, dem europäischen Handelskommissar, wird die Europäische Union dafür sorgen, dass sowohl der Gemeinschaft als auch den einzelnen Mitgliedsstaaten die Möglichkeit erhalten bleibt, ihre Kultur- und audiovisuelle Politik selbst zu definieren und umzusetzen und ihre kulturelle Vielfalt auf diese Weise zu bewahren. Kurz, die Europäer beharren auf ihrem Recht, die Filmindustrie zu subventionieren und Quoten für die Ausstrahlung von Fernsehfilmen aufrechtzuerhalten.

Die kulturelle Vielfalt wird also die kulturelle Ausnahme ersetzen, obwohl der audiovisuellen Frage in Seattle gemäß Beobachtern keine Priorität zukommt: Hollywood zählt zwei Vertreter im Senat, während die Landwirtschaft über

dreissig verfügt... Die Amerikaner werden sich an den Status quo halten und auf die technologischen Umwälzungen (insbesondere im Bereich der digitalen Technologie) zählen, die die Diskussion um die kulturelle Ausnahme obsolet werden lassen, um die 1993 von Frankreich errichteten Hindernisse zu umschiffen. Immerhin: sie verlangen nach einer auf dieses Thema ausgerichteten Arbeitsgruppe.

Die Schweiz, die ebenfalls für drei Jahre an der Millennium Round teilnimmt, ist ein Partner, der nicht zu vernachlässigen ist: sie gehört zur kleinen Gruppe der Länder, die «zählen». Und wie gewohnt begibt sie sich allein an die Front – in der Hoffnung, allerseits einige Vorteile erhaschen zu können!

Françoise Deriaz

tion de Métrociné, précise: «J'avais le choix entre plusieurs offres, par exemple Gaumont, mais j'ai opté pour une solution financière. Toute l'équipe actuelle va rester en place». Jusqu'ici, le groupe de presse Edipresse détenait 49% des parts de la société lausannoise et Miguel Stucky 51%.

Inauguration du premier multiplexe suisse

Etablie à Zürich, Village Roadshow, filiale suisse de la fameuse société australienne active de par le monde dans le domaine du divertissement et des loisirs, a inauguré le 15 novembre son multiplexe de Balexert, à Genève. Ce «temple» du cinéma comprend 13 salles équipées «hi-tech» et présente un potentiel d'accueil de 2700 places. D'autres ouvertures du même type sont au programme du géant mondial du show-bizz: à Dietlikon (16 écrans et 3000 places), à Bad Ragaz (8 salles et 1000 places), ainsi qu'à Crissier. «There's no business like show-business!»

Eröffnung des ersten Schweizer Multiplexes

Village Roadshow hat am 15. November das Multiplex Balexert in Genf eröffnet. Die in Zürich domizilierte Firma ist die Schweizer Filiale der berühmten australischen Gesellschaft, die weltweit im Bereich der Unterhaltungs- und Freizeitindustrie tätig ist. Der «Filmtempel» enthält 13 Kinos, die sich allesamt auf modernstem technischem Stand befinden, und bietet 2700 Zuschauern Platz. In Dietlikon (16 Leinwände für 3'000 Plätze), in Bad Ragaz (8 Säle und 1'000 Plätze) sowie in Crissier sind weitere Etablissements des Show-Business-Giganten geplant. «There's no business like show-business!»

Vient de paraître

«Assurer l'indépendance» Guide des assurances sociales et des questions contractuelles à l'intention des intermittents du spectacle et de l'audiovisuel, salariés ou indépendants. AVS / AI : qui verse des cotisations en tant qu'indépendant? Quelles sont les obligations des producteurs ou des organisateurs? Quelles sont les prescriptions légales? Assurance chômage : explications et conseils. Producteurs occasion-

nels : explications et réponses aux questions les plus fréquentes: Qu'est-ce qu'une société simple? Quand est-il judicieux de fonder une association? Quels sont les éléments dont il faut alors tenir compte? A quoi faut-il être attentif lors de l'établissement d'un contrat de travail ou d'entreprise? Adresses et contacts nombreux et précieux: bureaux d'informations et de conseils, associations professionnelles. Rédaction H. Läubli, directeur ASCT, avec les conseils de juristes spécialisés. Prix : Frs. 5.- (port et frais compris). Réduction (à commander) pour les commandes en grandes quantités. Les membres des ASCT, ASTEJ, SBKV et SVF obtiendront la brochure par l'intermédiaire de leurs secrétariats.

A commander auprès de

ASCT, secrétariat

Bollwerk 35

3011 Berne

Tél.: 031 / 312 80 08; Fax: 031 / 312 80 49

E-Mail vts@theaterschaffende.ch
home: www.theaterschaffende.ch

Neuerscheinung

«Sicherheit im freien Fall» — Leitfaden zu Vertragsfragen für Freischaffende in Film und Theater. Wer muss die AHV/IV-Beiträge als Selbständigerwerbende abrechnen – und für wen ist die Produzentin oder der Veranstalter zuständig? Wie sind die gesetzlichen Vorschriften? Erläuterungen und Tips zur Arbeitslosenversicherung. Antworten und Erklärungen für Kleinproduzierende zu häufig gestellten Fragen: Was ist eine einfache Gesellschaft? Wann ist es sinnvoll, einen Verein zu gründen? Worauf ist dabei zu achten? Auf was ist beim Verfassen von Arbeits- und Werkverträgen zu achten? Viele wertvolle Adressen von Beratungs- und Auskunftsstellen. Verfasser: H. Läubli, Geschäftsführer VTS, beraten durch Fachjuristinnen und Juristen. Preis: Fr 5.- (inkl. Porto und Versand). Für grössere Anzahl: Reduktion (nach Absprache). Mitglieder von VTS, ASTEJ, SBKV, VFDS und SVF erhalten die Broschüre über ihre Geschäftsstelle.

Zu bestellen bei

VTS, Geschäftsstelle
Bollwerk 35
3011 Bern

T: 031 312 80 08; F: 031 312 80 49
E-Mail vts@theaterschaffende.ch
home: www.theaterschaffende.ch

Universal Pictures en fin de course

Il y a une année seulement, Monopole Pathé Films SA Suisse dévenait Universal Pictures Switzerland. Aujourd'hui, c'est déjà fini. La maison-mère américaine transfère l'ensemble de la distribution de ses films en Europe à United International Pictures (UIP).

Le 14 octobre 1999, Brian Mulligan et Stacey Snider, alors encore «co-chairmen» de Universal Pictures, ont dévoilé à Universal City, Californie, leur nouvelle stratégie de distribution internationale pour le cinéma et la vidéo. Trois points, en particulier, ont été retenus : à l'échéance de son partenariat de longue date avec Paramount Pictures, actuellement prévue pour 2001, Universal Pictures prolongera son contrat de cinq ans sous forme d'une organisation commune de la distribution dans le cadre de la société UIP. Universal confie donc l'ensemble de la distribution des films à UIP; Londres demeurera le dernier bastion européen d'Universal Pictures International pour la production, la distribution et l'acquisition vidéo. L'engagement

d'acheter et de produire des films européens n'est cependant pas remis en cause.

La nouvelle stratégie vise à réduire au maximum les coûts en se concentrant sur deux distributeurs spécialisés : UIP pour l'exploitation des films et Universal Pictures International pour la distribution vidéo.

Pour Universal Pictures Switzerland, cela signifie, selon toute vraisemblance, la fin de ses activités, du moins en ce qui concerne la distribution de films. La société suisse de distribution Monopole Pathé, longtemps filiale de Ringier, a été vendue en 1997 à Polygram Filmed Entertainment; l'ensemble du groupe Polygram (société d'édition musicale incluse) a ensuite été repris par Universal l'année dernière. En mai 1999, la traditionnelle so-

ciété suisse Monopole Pathé Suisse (fondée en 1923) était donc rebaptisée Universal Pictures Switzerland. Hélène Cardis, directrice depuis plusieurs années de la société de distribution, ne pouvait ou ne voulait pas, début novembre, s'exprimer à chaud sur la situation. Il semblerait en effet que des pourparlers avec Universal soient encore en cours. Jusqu'à fin janvier, la société de distribution devrait poursuivre ses activités et, jusque-là, les films Universal programmés ainsi que les films achetés en marge du catalogue Universal resteront comme prévu à l'affiche.

Max Dietiker, directeur général d'UIP Suisse, ne pouvait lui non plus se prononcer encore sur la date exacte où UIP reprendra la distribution des films Universal.

United International Pictures est une «joint venture internationale» entre Paramount Pictures, Universal Pictures et, à l'origine, Metro-Goldwyn Mayer Inc. Le distributeur commun de ces trois grandes sociétés de production, UIP, est présent dans plus de 200 pays. En

font partie les 15 pays de l'Union européenne où il représente la plus grande chaîne de distribution de films.

Pendant longtemps, UIP a été placée sous la surveillance attentive des instances antitrust de l'Union européenne. C'est pour cette raison notamment que les observateurs de la profession se sont risqués à émettre l'hypothèse d'un calcul stratégique. En effet, la mise sur pied d'une deuxième chaîne de distribution, soit Universal Pictures International, aurait permis d'esquiver les foudres des gardiens européens de la législation anti-

Ende des Europaverleihs von Universal Pictures

Nicht einmal ganz ein Jahr nachdem «Monopole Pathé Films SA Suisse» zu Universal Pictures Switzerland geworden ist, kommt das Ende. Das amerikanische Mutterhaus transferiert den gesamten Europaverleih zu United International Pictures UIP.

Am 14. Oktober 1999 haben Brian Mulligan und Stacey Snider, zu jenem Zeitpunkt noch Co-Chairmen von Universal Pictures, in Universal City, Kalifornien, Universals neue internationale Distributionsstrategie für Film und Video bekanntgegeben. Drei Punkte wurden besonders festgehalten: Universal Pictures wird seine langjährige Partnerschaft mit Paramount Pictures in Form der gemeinsamen Distributionsorganisation United International Pictures UIP um weitere fünf Jahre über den bisherigen Vertragsendpunkt von 2001 hinaus verlängern. Universal transferiert den gesamten Kinoverleih von Universal Pictures International UPI zu UIP und behält UPI in London als Basis für Produktion, Videoverleih und Akquisition. Das Engagement im An-

kauf und der Produktion europäischer Filme soll weitergeführt werden.

Die neue Strategie konzentriert sich damit möglichst kosteneffizient auf zwei spezialisierte Distributionsorganisationen: UIP für die Kinoauswertung und UPI für die Videodistribution.

Für Universal Pictures Switzerland bedeutet dies aller Wahrscheinlichkeit nach das Ende, zumindest was den Kinoverleih angeht. Das Schweizer Verleihhaus Monopole Pathé, lange Zeit ein Ringier-Tochterunternehmen, war 1997 an Polygram Filmed Entertainment verkauft worden, der gesamte Polygramkonzern inklusive Musikvertrieb wiederum wurde letztes Jahr von Universal übernommen. Im Mai 1999 wurde das Schweizer Traditionshaus

Monopole Pathé Suisse (gegründet 1923) in Universal Pictures Switzerland umbenannt. Hélène Cardis, langjährige Direktorin des Verleihs, konnte und wollte Anfang November die Situation noch nicht kommentieren. Man sei mitten in den Verhandlungen mit Universal. Bis Ende Januar werde wahrscheinlich der Verleih noch weiterlaufen, vorderhand würden die angekündigten Universal-Filme ebenso wie die ausserhalb des Universal-Programmes eingekauften Filme wie vorgesehen ins Kino gebracht.

Auch Max Dietiker, Managing Director von UIP

Schweiz, konnte Anfang November noch keine Auskunft geben darüber, von welchem Zeitpunkt an UIP den Verleih der Universal Filme übernehmen würde.

United International Pictures UIP ist ein internationales Joint Venture von Paramount Pictures, Universal Pictures und ursprünglich auch Metro-Goldwyn-Mayer, Inc. Die gemeinsame Distributionsorganisation der drei grossen Produktionsfirmen ist in mehr als 200 Ländern vertreten, darunter in allen 15 EU-Staaten. Innerhalb der EU ist die UIP die grösste Organisation für die «theatrical dis-



Hélène Cardis

trusts. Or le communiqué de presse du 14 octobre d'Universal souligne sans aucune réserve la grandeur et la puissance d'UIP en Europe. Une conclusion s'impose donc: soit les négociations de Bruxelles ont été orientées dans le sens des maisons-mères américaines (Bruxelles a également prolongé de cinq ans le régime d'exception accordé à UIP); soit le vent anti-cartel n'est plus aussi âpre à Bruxelles qu'au début de l'année en raison de la composition fluctuante des commissions en charge.

Michael Sennhauser



tribution», den Kinoverleih.

UIP ist bei Europas Monopol-Wächtern in Brüssel lange Zeit unter scharfer Beobachtung gestanden. Nicht zuletzt aus diesem Grund vermuteten Branchenbeobachter im Aufbau der zweiten Distributionsorganisation über Universal Pictures International strategisches Kalkül zur Vermeidung grösserer kartellrechtlicher Anfechtungen. Dass das Universal-Pressecomuniqué vom 14. Oktober die Grösse und Schlagkraft von UIP innerhalb Europas jetzt aber ohne jede Zurückhaltung betont, lässt darauf schliessen, dass sich entweder die Verhandlungen in Brüssel im Sinne der amerikanischen Mutterhäuser entwickelt haben (die Ausnahmebestimmung für UIP wurde jedenfalls von Brüssel um weitere fünf Jahre verlängert) – oder aber, dass in Brüssel aufgrund der wechselnden Zusammensetzung der entsprechenden Kommissionen der Anti-Kartellwind nicht mehr so rauh am Werk ist wie vor Jahresfrist.

Michael Sennhauser

Cinemusic déménage

La scène suisse des festivals est en plein mouvement – au sens le plus littéral du terme. En plus du Festival lucernois VIPER, qui s'installera à Bâle pour le prochain millénaire, Cinemusic de Gstaad va emménager dans l'Oberland bernois, au bord du lac de Thoune.

Entre le rendez-vous estival de la musique classique et les tournois «tennistiques», Gstaad avait réalisé son vœu de créer un festival international de musique de film et de films sur la musique. Avec le partenariat de Swissair et sous la houlette artistique de Peter Reichenbach, la première mouture du festival fut inaugurée en 1995. Ce festival, dont le programme a été réadapté chaque année, a connu quatre éditions au total. Finalement, le potentiel de spectateurs de la région de Saanen s'est avéré insuffisant pour une telle manifestation. Cinemusic n'a pas réussi à atteindre l'aura nationale ou même internationale qui a garanti le succès de Musiksommer. C'est pourquoi l'édition de 1999 du festival n'a pas vu le jour.

Thoune vient donc de relever le défi de récupérer le concept initial, en soi promis au succès, dans un environnement mieux pourvu en infrastructures et en places de parcs. C'est à cet effet que Cinemusic Thunersee AG a été créé. Parmi les institutions et organismes qui y sont représentés figurent la Ville de Thoune, l'Office du tourisme du lac de Thoune, les communes de Saanen et de Spiez, ainsi que différentes organisations régionales. Financièrement, le festival est soutenu par le Canton de Berne et la Ville de Thoune. M. Melchior Buchs, Conseiller communal de Thoune, est président du conseil d'administration; Stefan Regez et Gossweiler Media AG ont pris la direction des affaires; Hans-Ueli Tschanz, qui était à la tête du Festival de

Gstaad, est maintenant responsable du sponsoring. Il manifeste d'ailleurs une certaine confiance pour les recherches de financement (500'000 à 700'000 francs).

Philippe Cornu, organisateur du Gurten-Festival bernois et des «openairs» thouinois dans le Schadau, assume pour sa part la direction artistique du festival.

En projetant des films dans les salles thouinoises et dans le cadre de manifestations annexes, il s'agit d'impliquer toute la ville dans le festival. La tente du Schadaupark, d'une capacité de 1400 personnes, en sera le lieu central. De plus, la salle Schadau (740 places), la salle Genève de l'Hôtel Seepark (400 places) et les trois cinémas Rex, City et Lauitor (au total 770 places) seront mis à disposition.

A l'origine, Thoune avait prévu la première édition pour mai. Cependant, après conciliation avec les responsables de la profession, le festival a été renvoyé au mois de septembre. On attend donc quelque 40'000 spectateurs du 16 au 23 sep-

Auch Cinémusic zügelt

Die Schweizer Festivalszene ist beweglich – und das durchaus im wörtlichen Sinne. Neben der Luzerner VIPER, die ihr neues Domizil im nächsten Jahrtausend in Basel haben wird, bewegt sich nun auch das Spartenfestival Cinémusic von Gstaad im Berner Oberland an den Thunersee.

Ein internationales Festival für Filmmusik und Musikfilm wollte man in Gstaad etablieren, angesiedelt in der Saisonbrücke zwischen Musiksommer und Tennis-Events. 1995 fand die erste Ausgabe statt, mit der Swissair als Partner und unter der künstlerischen Leitung von Peter Reichenbach. Insgesamt viermal wurde das Festival durchgeführt, mit immer wieder angepasstem Konzept. Schliesslich zeigte sich aber, dass das Zuschaupotenzial der Region Saanenland für einen solchen Anlass einfach nicht ausreichte. Es ist Cinémusic nicht gelungen, die nationale oder gar internationale Ausstrahlung zu bekommen, die etwa den Erfolg des Musiksommers getragen hat. 1999 wurde daher auf die Festivaldurchführung ganz verzichtet.

Thun hat die Chance wahrgenommen, das an sich durchaus erfolgversprechende Grundkonzept in einer verkehrstechnisch besser erschlossenen Umgebung wieder aufzunehmen. Dafür wurde die Cinémusic Thunersee AG gegründet. In der Trägerschaft sind unter anderem die Stadt Thun vertreten, aber auch Thunersee Tourismus, die Gemeinden Saanen und Spiez und diverse regionale Organisationen. Finanziell unterstützt wird das Festival vom Kanton Bern und von der Stadt Thun. Verwaltungsratspräsident ist Dr. Melchior Buchs, Thuner Gemeinderat, die Geschäftsführung liegt bei Stefan Regez und der Gossweiler Media AG. Hans-Ueli Tschanz, der in Gstaad die Direktion des Festivals leitete, ist in Thun für das Sponsoring zuständig und

zuversichtlich, 500'000 bis 700'000 Franken aufzutreiben zu können.

Die künstlerische Leitung des Festivals übernimmt Philippe Cornu, der Organisator des Berner Gurten-Festivals und des Thuner Open Airs in der Schadau. Mit Filmvorführungen in den Thuner Kinos und mit Rahmenveranstaltungen soll die ganz Stadt Thun in das Festival einzbezogen werden. Festivalzentrum wird ein 1400 Personen fassendes Zelt im Schadaupark zwischen See und Aare sein. Daneben stehen der Schadausaal mit 740 Plätzen, der Genève-Saal im Hotel Seepark mit 400 Plätzen und die drei Kinos Rex, City und Lauitor mit insgesamt 770 Plätzen zur Verfügung.

Ursprünglich war die erste Festivalausgabe für Mai vorgesehen. Nach Rücksprache mit der Branche habe man sich jedoch für einen Termin im September entschieden. Vom 16.-23. September sollen rund 40'000 Besucherinnen und Besucher sechzig bis achtzig Spiel- und Dokumentarfilme,

tembre 2000. Au programme, soixante à quatre-vingts longs métrages de fiction et documentaires, workshops et concerts sont prévus. Selon Stefan Regez, les dates ont été déplacées dans l'espérance d'attirer des stars dans la foulée des festivals de Locarno et de Venise, de même que des avant-premières.

En raison du changement de dates, la grande tente utilisée à Gstaad pour l'été musical n'est naturellement plus disponible. Initialement, sa location faisait partie du dédommagement consenti à la station alpine. Le Conseiller Buchs espère désormais arriver à négocier un accord pour un montant d'environ 200'000 francs.

Michael Sennhauser

Info:
Cinemusic Thunersee AG
Postfach 149
CH-3602 Thun
Tel. 033 251 00 00
Fax 033 251 00 88

Trop de «spécialistes»?

Lettre de Kaspar Kasic (réaction à Werner Schweizer, cb 289)

C'est bizarre. Depuis quelques années, j'ai l'impression que mon domicile de cinéaste est la Clinique de la Forêt-Noire. Un lieu où tous et toutes – médecins, infirmières, conseillers d'administration, personnel d'exploitation ou d'entretien et employés de toutes sortes – ne se soucient que d'une chose. Pour des raisons apparemment désintéressées, tous veulent soigner et guérir le cinéma suisse – manifestement mal en point – en ne se fiant qu'à leurs propres diagnostics et à leurs propres prescriptions médicales. Toutes les raisons de se sentir bien sont en somme réunies.

Si, malgré tout, les cinéastes que nous sommes ne se sentent pas très bien, si nous nous évadons régulièrement de cette clinique, c'est parce que nous ne sommes pas malades lorsque le succès populaire n'est pas au rendez-vous et parce que nous ne croyons pas

aux thérapies structurelles censées prodiguer santé et réussite au cinéma suisse. Attendre de meilleurs résultats d'une thérapie déjà éprouvée à la télévision, qui vise à scinder radicalement l'auteur et le réalisateur, est aussi étranger à notre tradition culturelle qu'imager accroître les chances statistiques de réaliser un chef d'œuvre simplement en multipliant les interventions de scénaristes. Il suffit de passer en revue les films de ces dernières années pour s'apercevoir que ce ne sont pas non plus les «script-doctors», appelés à la rescoussse avec leurs recettes spéciales et leurs «fiches», qui sont à l'origine des films à succès. Au contraire. Les films à succès – des œuvres réalisées selon les préceptes de Dogme, de «fucking amal», «Toto le héros» à «La vie rêvée des anges» (qui ferait transpirer à grosses gouttes n'importe quel «script-doctor»), de «Grossesse nerveuse» à «Lola rennt» – sont des œuvres dont le réalisateur est aussi l'auteur du scénario. Rien de nouveau au fond. Le succès incontestable des films d'auteur ne signifie toutefois pas que tout cinéaste peut écrire et écrire effectivement de bons scénarios. Il ne signifie pas non plus que tout scénario écrit par un auteur-réalisateur mérite d'être soutenu. Il signifie simplement que l'identification, la collaboration, la confrontation critique entre le réalisateur et l'auteur du scénario doivent être aussi grandes que possible pour qu'il en sorte quelque chose. La question décisive n'est pas de savoir qui écrit le scénario, mais bien que les producteurs et les commissions décèlent les potentialités d'un sujet et d'une histoire.

Un bon scénario peut faire un mauvais film et un mauvais scénario un bon film. C'est une lapalissade. Interdire a priori à un réalisateur la possibilité de porter à l'écran son sujet – comme l'impose la règle édictée pour les films de la série «Fernsehfilm 2000» – est vrai-

Workshops und Konzerte besuchen. Der Termin wurde laut Stefan Regez gewählt in der Hoffnung, nach den Festivals von Locarno und Venedig sowohl Stars wie auch Vorpremieren anziehen zu können.

Durch die Verlegung vom Maitermin in den Frühherbst steht nun allerdings das grosse Zelt des Gstaader Musiksommers nicht mehr zur Verfügung. Die Zeltmiete war ursprünglich als Teil der finanziellen Abgeltung an Gstaad vorgesehen. Verwaltungsrat Buchs hofft nun auf eine Verhandlungseinigung bei einem Betrag um rund 200'000 Franken.

Michael Sennhauser

Info:
Cinemusic Thunersee AG
Postfach 149
CH-3602 Thun
Tel. 033 251 00 00
Fax 033 251 00 88

Wie viel «Spezialisten» erträgt der Film?

Reaktion von Kaspar Kasic auf Werner Schweizer (CB 289)

Es ist schon seltsam. Seit ein paar Jahren habe ich das Gefühl, als Filmer in der Schwarzwaldklinik zu Hause zu sein. An einem Ort, an dem sich alle um einen kümmern, kompetente Ärzte und Ärztinnen, Pfleger und Pflegerinnen, Verwaltungsräte, Betriebs- und Unterhaltspersonal sowie Angestellte aller Art. Alle wollen den offensichtlich kranken Schweizer Film aus scheinbar selbstlosen Gründen gesund pflegen, indem sie ausschliesslich auf ihre Diagnose und ihre eigenen Rezepte vertrauen. Eigentlich ein Grund sich wohl zu fühlen.

Wenn wir Filmer und Filmerinnen uns dennoch nicht wohl fühlen, wenn wir immer wieder aus dieser Klinik ausbrechen, dann deshalb, weil wir uns nicht krank fühlen, wenn die angestrebten grossen

Erfolge ausbleiben und weil wir nicht an jene strukturellen Rezepte glauben, die den Schweizer Film gesund und erfolgreich machen sollen. Sich von der beim Fernsehen bereits institutionalisierten therapeutischen Formel, wonach Autorschaft und Regie strikt zu trennen sind, mehr Erfolg zu versprechen, ist genauso kulturfremd wie jene statistische Vision, wonach eine möglichst grosse Anzahl von Drehbuchautoren die Chancen auf einen herausragenden Film zwangsläufig erhöht. Ein Blick ins Kino der letzten Jahre zeigt, dass es auch nicht die herbeigerufenen «script-doctors» mit ihren Spezialrezepten und «Kniffen» sind, die die erfolgreichen Filme zu verantworten haben. Im Gegenteil. Von den Dogma-Filmen bis zu «Fucking Åmål», von «Toto le héros» bis «La vie rêvée des anges» (ein Film, der

wohl jedem «script-doctor» den Schweiß auf die Stirne treibt), von «Grossesse nerveuse» bis «Lola rennt» handelt es sich um Filme, bei denen die Regisseure immer auch für das Drehbuch zeichnen; im Grunde nichts Neues. Der unbestreitbare Erfolg von Autorenfilmen bedeutet aber nicht, dass jeder Filmer und jede Filmerin auch gute Drehbücher schreiben kann oder schreibt. Es bedeutet auch nicht, dass jedes Drehbuch eines Autor-Regisseurs förderungswürdig ist. Es heisst nur, dass die Identifikation, die intensive Zusammenarbeit, die kritische Auseinandersetzung von Regie und Buch möglichst gross sein muss, damit etwas rauskommt. Entscheidend ist nicht, wer das Buch schreibt, sondern ob Stoff und Geschichte von Produzenten und Gremien in ihrer Potenzialität erkannt werden.

Es ist eine Binsenwahrheit, dass aus einem guten Buch ein schlechter Film und aus einem schlechten Buch ein guter Film entstehen kann. Den Regisseur

ment grotesque, pour ne pas dire sciemment contre-productif. Ce n'est pas la bonne formule pour «revaloriser» l'auteur (comme si les auteurs avaient été jusque-là «dévalorisés»). C'est aussi compromettre par négligence les chances de succès d'un bon sujet.

Ce qu'il faut encourager, c'est la complicité créatrice entre l'auteur et le réalisateur. Or on cherche au contraire à dissocier ces fonctions – alors que la réussite d'un film dépend d'une telle fusion – et on isole les intéressés dans les pavillons de ladite clinique pour les confier aux soins de différents docteurs. Que l'on ne me comprenne pas mal: les cours d'écriture de scénarios, les séminaires et les «script-doctors» peuvent parfaitement donner de bons tuyaux, stimuler la créativité et développer l'esprit critique. Lorsqu'ils inculquent des connaissances de base de portée pré-tendument générale, ils s'inscrivent dans le prêt-à-porter cinématographique, c'est-à-



Kaspar Kasics

dire qu'ils s'alignent sur les attentes en matière de cinéma de certaines institutions, la télévision en particulier. Vu sous l'angle de la culture cinématographique, cela n'a aucune pertinence, car l'évolution du cinéma et le succès d'un film ne dépendent ni des structures d'aide et des «changements de cap» préconisés, ni des extra-

polations statistiques. Ils dépendent de notre capacité – à nous, auteurs et réalisateurs – de raconter quelque chose, et de notre volonté – celle de tous les responsables – de prendre réellement des risques. La culture vit de la création, qui n'a pas besoin de clinique et qui ne peut être administrée de manière à garantir le succès.

*Kaspar Kasics
réalisateur et président de
l'Association suisse des
réalisatrices et réalisateurs de
films*

oder die Regisseurin grundsätzlich von der Möglichkeit der Verfilmung seines eigenen Stoffes auszuschliessen, wie das bei den «Fernsehfilmen 2000» die Regel sein soll, ist geradezu grotesk, wenn nicht vorsätzlich kontraproduktiv. Autor und Autorin werden dadurch nicht «aufgewertet» (wie wenn sie bisher «abgewertet» worden wären), sondern die Chancen eines guten Stoffes werden fahrlässig untergraben.

Was gefördert werden muss, ist die kreative Komplizenchaft von Autor und Regie. Stattdessen will man diese Funktionen, von deren Zusammengehen das Gelingen eines Films abhängt, auseinander dividieren und die Betroffenen in verschiedenen Abteilungen der genannten Klinik unterbringen, um sie dann von verschiedenen Doktoren kurieren zu lassen. Man verstehe mich nicht falsch: Drehbuchkurse, Seminare und Script-Doktoren können durchaus Tipps vermitteln, Anregen und die Kritikfähigkeit fördern. Wenn sie

aber vermeintlich allgemein gültiges Grundwissen vermitteln, dann allein im Sinne filmischer Konfektionierung, das heisst, im Sinne dessen, was bestimmte Institutionen, insbesondere das Fernsehen, von Filmen erwarten. Filmkulturell gesehen hat dies keine Relevanz. Denn die filmische Entwicklung wie der Erfolg von Filmen hängt weder von Förderungsstrukturen und verordneten «Kurswechseln» noch von statistischen Hochrechnungen ab. Sie hängt davon ab, ob wir – Autoren und Regisseure – etwas zu erzählen haben und ob wir – und damit sind nun alle Verantwortlichen gemeint – auch bereit sind, wirklich etwas zu riskieren. Kultur lebt von der Innovation, und diese braucht weder eine Klinik, noch lässt sie sich in Erfolg garantierender Weise verwalten.

*Kaspar Kasics,
Filmemacher und Präsident
Verband Filmregie und
Drehbuch Schweiz*

Zürich, 8. November 1999

«Die Durststrecke» von Eduard Winiger



Hinreissend!
„Daniel Schmid
in grosser Form!“
(NZZ)

Franchement
politique et
politiquement drôle.“
(LE MONDE)

Very funny!“
(VARIETY,
HOLLYWOOD)

Die Schweiz
als Endstation
Sehnsucht – ein
länzendes Stück
schwarzen Humors...“
(WELTWOCHEN)

ERFOLG FÜR SCHWEIZER FILM:
100'000 BESUCHER

IN 12 WOCHEN MIT 16 KOPIEN...



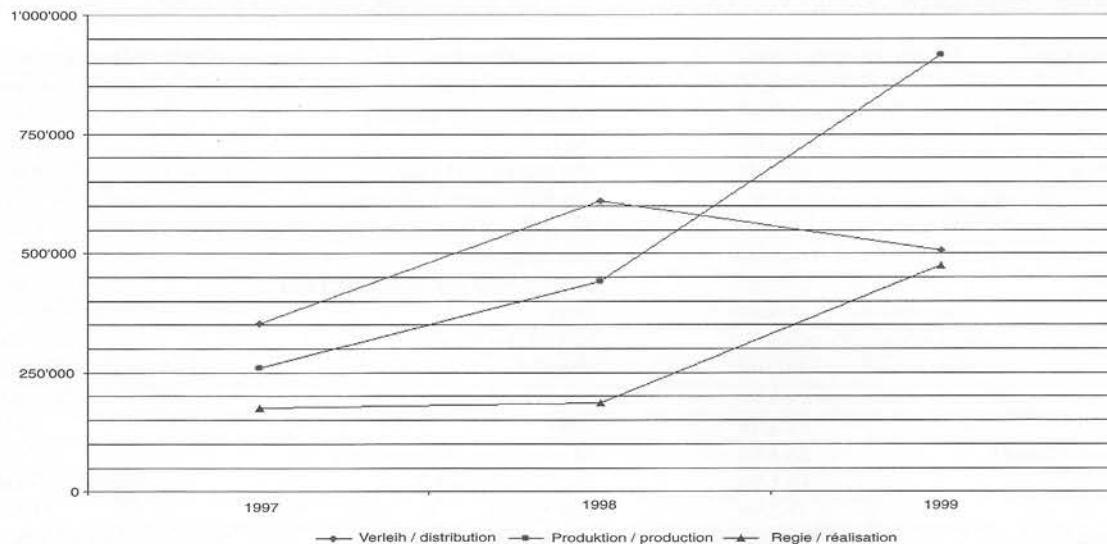
...UND WEITERHIN IM KINO!

www.columbusfilm.ch

Übersicht der Reinvestitionen, August 1997 bis November 1999. Ohne Abspielstellen.
Récapitulation des réinvestissements, août 1997 à novembre 1999. Exploitants exclus.

Jahr/Année 1997-1999	Gutschriften CHF Bonifications CHF	Verfügbar CHF Disponible CHF	Reinvestiert CHF Réinvesti CHF	Reinvestiert in % Réinvesti en %	
Global	5'796'285	1'870'805	3'925'480	68	Globalement
Verleih	1'977'225	508'210	1'469'015	74	Distribution
Produktion	2'498'325	878'000	1'620'325	65	Production
Regie	1'320'734	484'595	836'140	63	Réalisation

Graphische Darstellung der Reinvestitionen, August 1997 bis November 1999, nach Funktion der Akteure
Présentation graphique des réinvestissements, août 1997 à novembre 1999, d'après la fonction des acteurs



Übersicht der Reinvestitionen, August 1997 bis November 1999, nach Verwendungszeck
Récapitulation des réinvestissements, août 1997 à novembre 1999, selon leur destination

Jahr Année	Zweck Destination	Anzahl Gesuche Nbr. de demandes	Reinvestiert CHF Réinvesti CHF	In % En %	In % global En % global
1997 - 99		211	3'925'480	100	
Verleih		86	1'469'015	100	37
Distribution	CH-GRN	7	94'675	6	
	CH-PRM	29	424'840	29	
	CK-GRN	16	322'775	22	
	CK-PRM	6	187'000	13	
	ET-GRN	16	242'450	17	
	ET-PRM	12	197'275	13	
Produktion		65	1'620'325	100	41
Production	PRJ	28	311'582	19	
	RLS	37	1'308'743	81	
Regie		60	836'140	100	21
Réalisation	PRJ	40	366'538	44	
	RLS	20	469'602	56	

Legende:

CH Schweizer Film / Film Suisse

GRN Vorausgarantie/Minimum Garantie

CK Koproduktion/Coproduction

PRM Promotion

ET Ausl. Film/Film étranger

PRJ Projektentwicklung/Développement de projet & scénario

RLS Herstellung/Réalisation

Ausbezahlte Gutschriften Januar bis November 1999 Bonifications versées de janvier à novembre 1999

Akzeptierte Gesuche / Demandes acceptées	96
Abgelehnte Gesuche/Demandes refusées	3
Zurückgestellte Gesuche / Demandes reportées	2
Ausbezahlte Beträge / Montants versés	1'903'575

1. Reinvestitionen von Abspielstellen / Réinvestissements des exploitants

Name Gesuchsteller/in / Nom	Datum Gesuch / Date	Name / Œuvre	Betrag in SFr. / Somme en fr.s.
Cinémas les Scala, Perrière-Saucy M.	18.6.99	Bauernkrieg	4'300
Cinémas les Scala, Perrière-Saucy M.	18.6.99	Emporte-moi	1'159
L - KINOS / G. Egger	23.7.99	Meschugge	1'561
Total			7'019

2. Reinvestitionen in die Projektentwicklung / Réinvestissements dans le développement de projets

Name Gesuchsteller/in / Nom	Datum Gesuch / Date	Name / Œuvre	Betrag in SFr. / Somme en fr.s.
Beeler & Naef E. / L.	13.4.99	Güsler und Gramper	6'990
Bernard Lang AG	1.9.99	Hasta luego in Atlantia	5'967
Catpics Coproductions	3.5.99	Varlin	7'462
Cinov AG Filmproduktion	13.7.99	Die Stillen im Lande	19'802
Dubini Fosco	2.8.99	Die Reise nach Kafiristan	823
Fares Nadia	3.5.99	Terre d'exil	1'485
Favez Isabelle	11.10.99	Les voltigeurs	2'229
Forster Priska	14.4.99	Josef, der zu den Indianern will	682
Gisler Marcel	7.5.99	Easy	20'580
Hagen Edgar	6.10.99	Wir waren Titanen	10'000
Imboden Markus	3.2.99	Komiker	27'000
JMH Productions	21.5.99	My name is Bach	100'000
Laïka Films	27.4.99	2067	541
Langjahr Filmproduktions GmbH	28.4.99	Mutterglück (Arbeitstitel)	18'861
Levy Dani	10.1.99	Bist du glücklich?	19'216
Liechti Peter	17.2.99	Die Aerzte	20'000
Mano Film, Anka Schmid	18.8.99	Oma on the road	1'523
Marxer Filmproduktionen	16.8.99	Liechtensteinische Fragmente	621
Moeckli Olivier	18.10.99	Ou tu iras j'irai	188
Moll Bruno	20.8.99	Das Buch der Wünsche	4'574
Mugny Yves	3.8.99	Portrait d'un homme en vrac	363
Murer Fredi M.	13.7.99	Nein&Ja (Arbeitstitel)	30'000
Reusser Francis	17.5.99	Enfin libre	30'000
Schaedler Luc	1.4.99	The life of Gendun Choepel	5'934
Scherzo Films / V. Goëll	16.9.98	Hans Schmidt, architecte	5'162
Show and Tell Films, Entell P.	17.5.99	Le tube	9'202
Studio GDS	25.1.99	La jeune fille et les nuages	5'535
Tre Valli	2.8.99	Die Reise nach Kafiristan	1'143
von Gunten, Peter	13.7.99	Die Stillen im Lande	10'982
Wyder Romed	27.4.99	2067	389
Wyss Tobias	8.5.99	Flying home	1'920
Total			369'171

3. Reinvestitionen in die Herstellung / Réinvestissements en réalisations

Name Gesuchsteller/in / Nom	Datum Gesuch / Date	Name / Œuvre	Betrag in SFr. / Somme en fr.s.
Beeler & Naef E. / L.	16.8.99	Tag des Jammers 1798 – 1998	9'709
CAB Productions SA	29.3.99	Jonas et Lila, à demain	15'000
CAB Productions SA	13.7.99	La fête	20'000
Catpics Coproductions	31.8.99	Gripsholm	20'000
Ciné Manufacture SA	28.5.99	Mignon à croquer	5'059
Dschoint Ventschr AG	30.7.99	Summertime	23'802
Filmkollektiv Zürich	1.9.99	Konradhof	5'334
Filmograph SA, Tanner A.	29.3.99	Jonas et Lila, à demain	11'532
Flimpa Filmproduktion AG, Meier P.-A.	5.10.99	Thelma	72'511
Frédéric Gonseth Production	28.1.99	La cité animale	3'670
Frei Christian	14.4.99	Goya	13'404
Gsell Gitta	28.7.99	Virus-L	8'198
Imboden Markus	5.7.99	Komiker	56'723
JMH Productions	23.9.99	Celui du Pasteur	130'282
Junker Erich	18.5.99	Engadin (Arbeitstitel)	8'193
Lüchinger Thomas	18.8.99	Toward the source	161'155

succès cinéma

Markus Imhoof Film GmbH	6.5.99	Zornige Küsse	26'323
NEAPEL FILM, Schwietert St.	21.9.98	Spiel mit dem Teufel	46'034
OMBRA-Films, Klopfenstein C.	17.9.99	Wer hat Angst vor dem umbrischen Wolf	1'064
Reck Produktion	28.7.99	Virus-L	862
Reichle Franz	26.4.99	Sibirien, 1987 bis 1999	68'000
Reisedokumentarfilme P. Wirth	14.4.99	Dubai Oman Jemen	10'445
Schertenleib Christof	30.8.98	Grosse Gefühle	5'363
Stürm Hans	1.9.99	Konradhof	3'841
T & C Film AG	22.3.99	Beresina oder Die letzten Tage der Schweiz	100'000
Thelma Film AG, Meier P.-A.	5.10.99	Thelma	30'414
Triluna Film AG	6.5.99	Zornige Küsse	14'911
Vega Film AG	2.7.99	Komiker	150'000
Total			1'021'829

4. Reinvestitionen in die Verleihtätigkeit / Réinvestissements en distribution

4.1. Vorausgarantien / Minimum garanti

Name Gesuchsteller/in / Nom	Datum Gesuch / Date	Name / Œuvre	Betrag in SFr. / Somme en fr.s.
Bernard Lang AG	1.6.99	Ab ins Paradies *	15'000
Columbus-Films AG	18.6.99	Nachtgestalten *	15'000
Columbus-Films AG	18.6.99	The interview *	15'000
Filmcooperative Zürich	15.9.99	ID SWISS	25'000
Filmcooperative Zürich	15.9.99	Les destinées sentimentales	10'000
Filmcooperative Zürich	15.9.99	Le vent nous emportera (ex. ceremonie) *	25'000
Frenetic Films	16.4.99	Zornige Küsse	5'375
Frenetic Films	23.8.99	Attention aux chiens	10'000
Frenetic Films	8.4.99	Jonas et Lila, à demain	10'375
Look Now!	7.5.99	Lucky people centre international *	2'200
Xenix Filmdistribution	20.9.99	Histoires de petites gens	3'500
Xenix Filmdistribution	20.9.99	Le bleu des villes *	3'500
Total			139'950

4.2. Promotion

Name Gesuchsteller/in / Nom	Datum Gesuch / Date	Name / Œuvre	Betrag in SFr. / Somme en fr.s.
Bernard Lang AG	19.1.99	Die 3 Posträuber *	13'125
Camera Obscura	27.11.98	Kinder von Furna – Jahre später	27'930
Cinematograph Filmverleih, Schuler D.	6.4.99	La vida es filmar	18'535
Columbus-Films AG	18.6.99	Ein Zufall im Paradies	20'000
Columbus-Films AG	22.9.99	Aber auch ich	10'000
Columbus-Films AG	22.9.99	Der Meienberg	10'000
Columbus-Films AG	22.9.99	Die Reisen des Santiago Calatrava	10'000
Columbus-Films AG	17.12.98	Emporte-moi	50'000
Columbus-Films AG	18.12.98	Gomez – Kopf oder Zahl	10'000
Columbus-Films AG	15.4.99	Beresina oder Die letzten Tage der Schweiz	100'000
Columbus-Films AG	18.6.99	Nachtgestalten *	5'000
Columbus-Films AG	18.6.99	The interview *	5'000
JMH Distribution SA	15.6.99	Chronique vigneronne	10'652
JMH Distribution SA	10.2.99	Les enfants du marais *	30'652
JMH Distribution SA	15.2.99	Le ciel les oiseaux ... et ta mère *	30'000
LAIKA FILMS	27.4.99	Pas de café, pas de télé, pas de sexe	476
Look Now!	7.5.99	Trümpfi	5'000
Look Now!	28.8.99	Die Zeit mit Kathrin	5'000
Ventura Film SA	18.10.99	Merci Natex	1'518
Xenix Filmdistribution	24.9.99	Werenfels-Scherrer-Samir	2'717
Total			365'606

* ausländische Filme, films étrangers

Information:

SUCCES CINEMA
Peter Fankhauser

E-Mail: succinema@dial.eunet.ch
Tel.& Fax ++41 31 387 37 08 / 07

CINEMA SUISSE – SCHWEIZER FILM

Wochen vom 1. Januar – 3. November 1999 /
Semaines du 1^{er} janvier au 3 novembre 1999

Top 10

	Spectateurs Besucher 98	Cumuls 1998/99	Titre Titel	Distributeur Verleih	Sortie Start	Ecrans Leinwände	Copies Kopien
1	101'529	101'529	BERESINA	Columbus Film SA	13.8.99	61	16
2	40'342	40'342	MESCHUGGE	Filmcooperative Zürich	26.3.99	52	10
3	20'813	20'813	EXKLUSIV	Elite-Film AG	14.10.99	11	9
4	19'004	19'004	EMPORTE-MOI	Columbus Film SA	9.4.99	24	6
5	17'850	17'850	LES CONVOYEURS ATTENDENT*CAB/Filmcooperative Zürich		15.9.99	13	6
6	8'001	8'001	LE MONDE A L'ENVERS	Filmcooperative Zürich	19.2.99	20	4
7	7'279	7'279	LA VIE NE ME FAIT PAS PEUR*	Filmcooperative Zürich	1.9.99	15	6
8	6'405	6'405	GROSSE GEFÜHLE	FAMA Film AG	23.9.99	10	5
9	5'527	5'527	DER DUFT DES GELDES	Filmcooperative Zürich	6.1.99	19	3
10	5'359	5'359	DER MEIENBERG	Columbus Film SA	9.4.99	15	4
	232'109	232'109				240	69

*Koproduktion mit ausl. Regie/Coproduction avec réalisation étranger

Eintrittszahlen / Anzahl Kopien gemäss Verleihangaben. Anzahl Leinwände gemäss Box Office, Procinéma.
Nombre de spectateurs / nombre de copies selon les distributeurs. Nombre d'écrans selon Box Office /
Procinéma.

Information: P. Fankhauser, SUCCES CINEMA e-Mail: succinema@dial.eunet.ch Tel./Fax +41 31 387 37 08 / 07

Top-Film Suisse 1999: Berezina de Daniel Schmid



communications

VFDS / ASRF

Lettre concernant les négociations de l'OMC

Madame la Présidente de la Confédération Ruth Dreifuss
Département fédéral de l'intérieur
Bundeshaus / Inselgasse
3003 Bern

Zurich, le 1^{er} novembre 1999

Madame la Présidente de la Confédération,

Le prochain cycle de négociations de l'OMC dit «cycle du millénaire», qui sera lancé lors de la troisième conférence ministérielle de l'OMC qui aura lieu à Seattle fin novembre suscite de vives inquiétudes chez les professionnels européens du cinéma et de l'audiovisuel.

En effet, en 1993, la Suisse et l'Union européenne ont refusé de souscrire des engagements de libéralisation relatifs aux services audiovisuels afin de préserver leur marge de manœuvre concernant les politiques audiovisuelles et culturelles qu'ils ont mises en place et pourraient développer. Cette attitude, loin d'être marginale, est une réalité pour la quasi-unanimité des membres de l'OMC: sur les 134 Etats appartenant à l'OMC, seuls 19 d'entre eux ont pris des engagements de libéralisation dans le secteur audiovisuel.

Aujourd'hui, nous attirons votre attention sur le fait que le futur cycle de négociations de l'OMC comporte le risque majeur de voir remettre en question, de manière parfois insidieuse, cette approche européenne en matière de politique audiovisuelle. La future négociation ne risque pas seulement d'affecter l'acquis de Marrakech concernant le secteur audiovisuel, elle portera sur de nouveaux aspects jusqu'alors non discutés au sein du GATT. Il en va ainsi des subventions, du commerce électronique et des investissements, sujets qui pourraient affecter directement le secteur audiovisuel européen.

Les subventions: Si une négociation s'engage sur les subventions dans le commerce des services, une définition trop large et non différenciée pourrait affecter l'ensemble des financements publics et parapublics du secteur audiovisuel (redevances des chaînes publiques; pacte de l'audiovisuel SRG/SSR; taxes affectées à la production cinématographique; encouragement de la culture par la Confédération, spécialement dans la domaine de la distribution; etc.).

Le commerce électronique pourrait éventuellement constituer un des éléments de la future négociation sous la pression de certains Etats parties à l'OMC. La tendance retenue par ces Etats viserait à inclure dans cette enceinte les services audiovisuels dès lors qu'ils seraient réalisés sur des réseaux électroniques, de façon à en exiger à terme la libéralisation inconditionnelle.

Les investissements: Cette problématique est désormais connue depuis la négociation relative à l'Accord multilatéral sur l'investissement dans le cadre de l'OCDE; l'absence de tout traitement

spécifique du secteur audiovisuel en ce qui concerne les disciplines relatives à l'investissement aurait pour effet d'inclure dans la négociation une série de mesures telles que la propriété des médias télévisuels, les accords de coproductions cinématographiques, les mécanismes d'incitation fiscale dès lors qu'elles auraient pour conséquence de constituer une barrière à l'investissement.

Une définition extensive de l'investissement comporte par ailleurs le danger d'affecter le cadre de la propriété intellectuelle et les activités de gestion collective telles qu'elles sont organisées en Europe.

Dès lors, nous vous demandons de soutenir les voix en Europe qui demandent que l'approche européenne en matière de politique audiovisuelle ne soit pas négociable.

Par conséquent, il est impératif que le Gouvernement suisse ne permette pas que des offres de libéralisation incompatibles avec cette approche politique puissent être faites, y compris en ce qui concerne les «nouveaux» services audiovisuels.

En effet, la soi-disant «nouveauté» du mode de transmission de ces services ne doit pas faire oublier qu'il s'agit de services audiovisuels. D'ailleurs, les exemptions NPF de la Communauté européenne et de ses Etats membres dans ce secteur couvrent les services audiovisuels «quel que soit leur mode de transmission».

Un triple message serait ainsi adressé à l'ensemble des Etats membres de l'OMC:

* Le modèle audiovisuel européen n'est pas négociable;

* Les services audiovisuels ne sont pas des services comme les autres, soumis à des disciplines et des mécanismes de libéralisation négateurs du pluralisme, de la diversité culturelle et de la liberté d'expression;

* Cette approche est largement partagée par les Etats membres de l'OMC (puisque 19 seulement sur les 134 Etats parties à l'OMC ont pris des engagements de libéralisation).

En vous remerciant de bien vouloir tenir compte de nos propositions et de nos craintes à l'égard des négociations de l'OMC nous vous prions de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de notre haute considération.

Kaspar Kasics

Président de l'Association suisse des réalisatrices et réalisateurs de films

Gabrielle Baur

Déléguée de l'ARF dans la Fédération européenne des réalisatrices et réalisateurs de l'audiovisuel

PRO HELVETIA

Veranstaltung:

Swiss Lights in Black Nights

Datum:

6. bis 12. Dezember 1999

Land:

ESTLAND

Städte:

Tallinn

6.12. - 12.12.99

Tartu

6.12. - 12.12.99

Partner:

Pimedate Oöde Filmifestival, EE-

10152 Tallinn

Programm:

Beresina oder: Die letzten Tage der Schweiz, Daniel Schmid
Vollmond, Fredi M. Murer
F. est un salaud, Marcel Gisler
Fourbi, Alain Tanner
Clandestins, N. Wadimoff, D.
Chouinard
Die Regierung, Christian Davi
Pastry, Pain & Politics, Stina
Werenfels
Babami Hirsizlar Caldi..., Esen Isik
Hotel Belgrad, Andrea Staka
Trickfilm Küche No. 1, 16 verschiedene Autoren
Zuppa Tartaruga, Karin Gemperle

8 Blind Date Filme:

Angélique, Samir
Bacigalupo, Robert Bouvier
Einfach so, Christoph Schaub
Joyeux Noël, Bianca Conti Rossini
La Hacienda du Bonheur, Heikki
Arekallio
Le Chevalier à la rose, Blaise Piguet
Les Voies du Seigneur, Antoine
Plantevin
Monsieur Vitali, Jacqueline Surchat

Delegation:

Marcel Gisler, Andreas Iten (Präs.
Eidg. Filmkommission)

vom 5. bis 12. Dezember 1999

Teilnahme am Round Table Survival Tactics and Strategies of Film-Making in Small Countries vom 9. Dezember 1999.

Veranstaltung:

Au revoir XX^e siècle – contribution

Suisse

Datum:

11. bis 13. Dezember 1999

Land:

ALBANIEN

Städte:

Tirana

Partner:

Archives centrales nationales du Film, Tirana

Programm:

(internationale Filmbeiträge)
Reise der Hoffnung, Xavier Koller
Une flamme dans mon cœur, Alain Tanner
Jonas-qui aura 25 ans en l'an 2000, Alain Tanner

NYON

DOC PROD NYON

Après le premier succès en 1999, le DOC PROD NYON, un marché de coproduction pour le documentaire de création, aura lieu pour la deuxième fois dans le cadre du Festival international du cinéma documentaire VISIONS DU REEL, les 1^{er} et 2 mai 2000.

DOC PROD a pour but de créer un forum destiné aux professionnels du cinéma des pays germanophones et francophones afin d'intensifier les financements supranationaux de documentaires. Une vingtaine de projets seront sélectionnés par un jury international de professionnels et présentés dans le cadre de DOC PROD.

DOC PROD permet aux cinéastes et aux producteurs engagés de présenter leurs projets documentaires actuels aux principaux responsables de télévision, aux *commissioning editors*, aux producteurs et aux représentants d'institutions d'encouragement de la création cinématographique.

DOC PROD est ouvert aux cinéastes et producteurs de Suisse, d'Autriche, d'Allemagne, de France, de Belgique et du Québec. Les cinéastes peuvent soumettre leurs projets sans financement assuré; quant aux projets des producteurs, leur financement global doit être assuré à 20% au moins. Chaque cinéaste ou producteur peut envoyer deux projets au maximum. La discussion se fait dans la langue maternelle de l'intervenant avec traduction simultanée.

DOC PROD se distingue des autres marchés de coproduction par le nombre limité de projets sélectionnés, ce qui laisse plus de temps pour la discussion. Ce cadre restreint facilite le contact et l'échange d'informations entre les financeurs et les auteurs. Le but est de trouver les idées et les solutions les plus appropriées et les plus créatives pour des projets originaux et personnels.

Dernier délai d'inscription: 31.1.2000

VISIONS DU REEL

Festival international du cinéma documentaire case postale 593 1260 Nyon

Pour tous renseignements:

Yasmeen Basic
Tel. +41/22/361 60 60
Fax +41/22/361 70 71
E-Mail: docnyon@visionsdureel.ch

DOC PROD NYON

Nach dem ersten Erfolg 1999 findet im Rahmen des Internationalen Festivals des Dokumentarfilms VISIONS DU REEL 2000 am 1. und 2. Mai zum zweiten Mal der DOC PROD Nyon, ein Co-Produktionsmarkt für den kreativen Dokumentarfilm, statt.

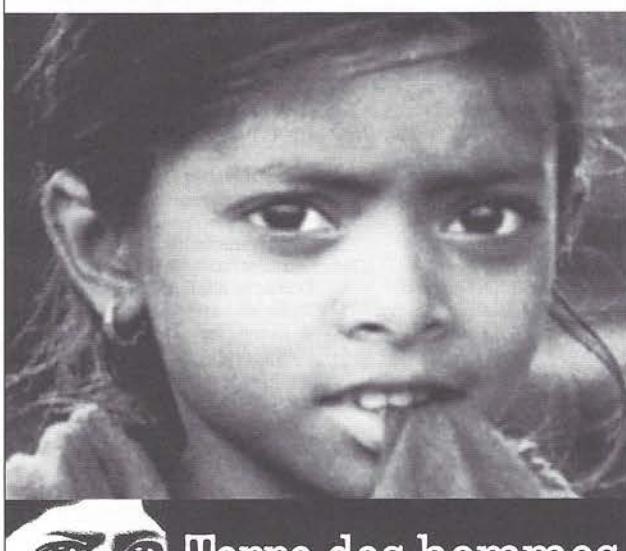
Ziel des DOC Prod ist es, ein Forum für Filmschaffende aus dem deutschen und französischen Sprachraum zu schaffen, um länderübergreifende Finanzierungen von Dokumentarfilmen zu intensivieren. Rund zwanzig Projekte werden von einer internationalen Fachjury ausgewählt und im Rahmen des DOC PROD vorgestellt.

Engagierte Filmemacher und Produzentinnen erhalten die Möglichkeit, ihre aktuellen Dokumentarfilmprojekte den wichtigsten TV-Redakteuren, Commissioning Editors, Produzenten und Vertretern von Filmförderanstalten vorzustellen.

Zugelassen sind Filmemacherinnen und Produzenten aus der Schweiz, Österreich, Deutschland, Frankreich, Belgien und Québec. Filmemacher können ihre Projekte ohne zugesicherte Finanzierung einreichen; Produzenten müssen mindestens 20 % der Gesamtfinanzierung zugesichert haben. Pro Filmemacher bzw. Produktionsfirma können maximal zwei Projekte eingereicht werden. Die Diskussion wird in der jeweiligen Muttersprache geführt und simultan übersetzt.

DOC PROD unterscheidet sich von anderen Co-Produktionsmärkten in der limitierten Auswahl der Projekte, für die dementsprechend mehr Zeit zur Diskussion eingeräumt werden kann. Der Kontakt und Informationsaustausch zwischen potenziellen Geldgebern und Autoren wird in diesem kleinen

Ihr Engagement im Namen der Menschenwürde



Terre des hommes

Meine Hilfe zugunsten der Kinder

- mit einer **Spende**. Senden Sie mir bitte einen Einzahlungsschein.
- mit einer **Patenschaft**. Senden Sie mir Ihre Unterlagen.
- Ich interessiere mich für eine freiwillige **Mitarbeit**.

9312

Name _____

Vorname _____

Strasse _____

PLZ / Ort _____

Datum _____ Unterschrift _____

Terre des hommes • Büro Deutschschweiz • Postfach • 8026 Zürich
01/242 11 12 • Fax 01/242 11 18

Gratisinserat

Direkte Hilfe für Kinder in Not, ohne politische, rassistische oder konfessionelle Vorurteile

Rahmen erleichtert. Ziel ist es, die besten, kreativsten Ideen und Lösungen für profilierte und persönliche Projekte zu finden. Einsendeschluss: 31.1.2000

Visions du Réel
Internationales Festival
des Dokumentarfilms
case postale 593
1260 Nyon

Nähtere Informationen: Yasmeen
Basic
Tel. +41/ 22/ 361 60 60
Fax +41/ 22/ 361 70 71
E-Mail: docnyon@visionsdureel.ch

SRG SSR

CSI Zürich:

TV-Vertrag wird verlängert
BERN, 10. NOVEMBER 1999. – Die SRG SSR idée suisse und die CSI Zürich AG haben den nach dem CSI 1999 ausgelaufenen TV-Vertrag bis 2002 verlängert. Die erfolgreiche Zusammenarbeit zwischen der SRG SSR als Hostbroadcaster und den Organisatoren der Internationalen Pferdesport-Veranstaltung veranlasste die beiden Partner, den Vertrag um weitere drei Jahre zu verlängern.

Die SRG SSR erwirbt von der CSI Zürich AG die Schweizer Rechte am CSI Zürich 2000, 2001 und 2002 und verpflichtet sich zur Herstellung eines internationalen TV-Signals. Über die finanzielle Abgeltung wurde Stillschweigen vereinbart.

Urs Leutert, Leiter Business Unit Sport SRG SSR, bekräftigt: «Mit der Vertragsverlängerung unterstreicht die SRG SSR ihren Willen, die Schweizer Sportveranstaltungen zu fördern und zu unterstützen und garantiert zugleich die Produktion eines TV-Signals auf hohem internationalen Standard. Wir freuen uns, Partner einer der bedeutendsten Pferdesport-Veranstaltungen Europas zu sein.»

Die SRG SSR war bereits bei der Premiere 1988 offizieller Fernsehpartner des CSI Zürich. In den vergangenen Jahren wurde der Produktionsstandard laufend verbessert und optimiert. Neben den sportlichen Prüfungen zeigt SF DRS jeweils auch Ausschnitte aus dem Showprogramm und blickt hinter die Kulissen des CSI Zürich.

Für Fragen steht zur Verfügung:
Claudia Bossert, Kommunikation
Sport SSRG SSR
Tel. 01 305 65 32, Fax 01 305 64 29, E-Mail claudia.bossert@sfdrs.ch

CSI Zürich – Prorogation du contrat TV avec SRG SSR Idée suisse
BERNE, 10 NOVEMBRE 1999. – SRG SSR Idée suisse et CSI Zürich AG ont décidé de proroger jusqu'en 2002 le contrat de retransmission TV arrivé à échéance en 1999. L'excellente collaboration entre SRG SSR (diffuseur officiel) et les organisateurs des compétitions internationales de sport équestre a conduit les deux partenaires à prolonger leur contrat de trois années supplémentaires.

SRG SSR achète ainsi à CSI Zürich AG les droits suisses de retransmission des compétitions pour 2000, 2001 et 2002 et s'engage en outre à produire le signal TV international. Les modalités

financières de cette décision n'ont fait l'objet d'aucun commentaire.

Interrogé sur cette décision, Urs Leutert, responsable de la Business Unit Sport SRG SSR, déclare: «Par la reconduction de ce contrat, SRG SSR marque sa volonté d'encourager et de soutenir les compétitions sportives en Suisse. Elle garantit par ailleurs la production d'un signal TV au standard international. SRG SSR se félicite d'être le partenaire de l'une des plus grandes compétitions organisées au niveau européen dans le secteur hippique.»

En 1988, SRG SSR était déjà le partenaire officiel chargé de la retransmission du premier tournoi organisé par CSI Zürich. Au fil des années, la qualité de production n'a cessé de s'améliorer, de nouveaux formats d'émission ont vu le jour. Outre les concours hippiques, SF DRS diffuse également des extraits du programme de démonstration et nous fait découvrir les coulisses du CSI Zürich.

Informations complémentaires:
Claudia Bossert, Communication
SRG SSR Business Unit Sport
Tél. 01 305 65 32, fax 01 305 64 29,
E-Mail claudia.bossert@sfdrs.ch

Schweizer Filmpreis 2000 Prix du cinéma suisse 2000

Nominationen

Bester Spielfilm /
meilleur film de fiction
Attention aux chiens
(François Christophe Marzal)
Beresina oder: Die letzten Tage der Schweiz
(Daniel Schmid)
Emporte-moi
(Léa Pool)
Jonas et Lila, à demain
(Alain Tanner)
Pas de café, pas de télé, pas de sexe
(Romed Wyder)

Bester Dokumentarfilm / meilleur film documentaire

Chronique vigneronne
(Jacqueline Veuve)
Der Duft des Geldes
(Dieter Gränicher)
ID SWISS
(Fulvio Bernasconi, Christian Davi, Nadia Fares, Wageh George, Kamal Musale, Thomas Thümena, Stina Werenfels)
Schlagen und Abtun
(Norbert Wiedmer)
Une synagogue à la campagne
(Franz Rickenbach)

Bester Kurzfilm / meilleur court métrage

Babami Hirsizlar Caldi
(Esen Isik)
Blush
(Barbara Kulcsar)
Carcasses et crustacées
(Zoltán Horváth)
Fugue
(Georges Schwizgebel)
Triumph of Iron
(Mano Khalil)

Abo-Probleme?

Vor kurzem wurden Ciné-Bulletin- und FILM-Abo-Rechnungen verschickt. Dabei haben offenbar einige Verbands- oder Organisationsmitglieder irrtümlich eine Ciné-Bulletin Rechnung erhalten. Bitte wenden Sie sich mit solchen Hinweisen zuerst an die

Abo-Hotline: 0848 800 802

und informieren Sie den Abo-Dienst darüber, über welchen Verband sie das CB bekommen.

Im Zweifelsfall, für Adressänderungen oder Verbandsmutationen informieren Sie ihr Verbandssekretariat und das Schweizerische Filmzentrum:

Tel. 01 272 53 30 Fa: 01 252 53 50

Bitte keine Abo-Anfragen an die Redaktionen!

Annecy/France

5.-10.6.2000
23^e Festival international du film d'animation
 Animations de toutes durées et tous formats.
 Inscription: 15.1.2000
 Case postale 399
 F-74013 Annecy
 Tél. 0033 4 50 10 09 00
 Fax 0033 4 50 10 09 70
 E-Mail: info@annecy98.com
 Homepage: annecy98.com

Créteil/France

24.-2.4.2000
Festival international de films de femmes
 Compétitions: LM fiction / LM documentaires / CM fiction et documentaires. Films réalisés par des femmes, 35mm, 16mm, vidéos, inédits en France, réalisé les deux années précédentes le festival.
 Inscription: 15.12.1999
 Maisons des arts
 Pl. Salvador Allende
 F-94000 Créteil
 Tel. 0033 1 49 80 38 98
 Fax 0033 1 43 99 04 10
 E-Mail: filmsfemmes@wanadoo.fr
 Homepage: gdebussac.fr/filmfem

Nyon/Suisse

1.-7.5.2000
31^e Festival International du Cinéma Documentaire
 Compétition: LM, CM, 35mm, 16mm, vidéo de documentation. Information suisse.
 Inscription: 31.1.2000
 Visions du réel
 18, rue Juste-Olivier
 Case postale 593
 CH-1260 Nyon
 Tel. 022 361 60 60
 Fax 022 361 70 71
 E-Mail: docnyon@visionsdureel.ch
 Homepage: visionsdureel.ch

Oberhausen/Deutschland

4.-9.5.2000
46. Internationale Kurzfilmtage
 Wettbewerb: Dokumentar-, Animations-, Experimental- und Kurzfilme, max. 35', 35mm, 16mm, Video. Deutscher Wettbewerb max. 45'. Kinderkino. Filmmarkt.
 Anmeldung: 5.1.2000
 Grillostrasse 34
 D-46045 Oberhausen
 Tel. 0049 208 825 26 52
 Fax 0049 208 825 54 13
 E-Mail:
 kurzfilmtage_info@kurzfilmtage.de
 Homepage: kurzfilmtage.de

Problèmes d'abonnement?

Récemment, les factures d'abonnement à Ciné-Bulletin et FILM étaient expédiées à domicile. Avec cela, il est arrivé que certains membres des organisations ou des sociétés reçoivent par erreur une facture de Ciné-Bulletin. Si cela vous arrive, adressez-vous s'il-vous-plaît au numéro suivant:

Abo-Hotline: 0848 800 802

et informez-vous au Service des abonnements, pour savoir par le biais de quelle société vous recevez Ciné-Bulletin.

En cas de doute, pour les changements d'adresse ou mutations dans une société, informez le secrétariat de votre société et le Centre suisse du Film: Tél. 01 272 53 30 Fax. 01 252 53 50

Nous vous prions de ne pas adresser vos questions d'abonnement à la rédaction!

In Kürze / En bref

Alès/F, 10.-19.3.2000
18^e Festival Cinéma d'Alès
 Bruxelles/B, 17.3.-1.4.2000
 Festival international du film fantastique
 Göttingen/D, 27.4.-1.5.2000
5th International Ethnographic Film Festival
 Mons/B, 17.-25.2.2000
16^e Festival International du Film d'Amour
 Santa Barbara/USA, 2.-12.3.2000
15th Santa Barbara International Film Festival
 Singapore/SG, 31.3.-15.4.2000
13th Singapore International Film Festival
 Taos/USA, 13.-16.4.2000
 Taos Talking Picture Festival
 Tel Aviv/IL, 21.-26.4.2000
2nd Tel Aviv International Documentary Film Fest
 Thessaloniki/GR, 27.3.-2.4.2000
 Thessaloniki Documentary Film Festival
 Zürich/CH, 29.3.-1.4.2000
24. Schweizer Jugend-Film- und Videotage

Pro Memoria

Solothurn 18.-23.1.2000
35. Solothurner Filmtage
 Fribourg 12.-19.3.2000
14^e Festival international de films de Fribourg
 Nyon 1.-7.5.2000
31^e Festival International du Cinéma Documentaire «Visions du réel»
 Locarno 2.-12.8.2000
53. Festival internazionale del film Les Diablerets 25.-30.9.2000
31^e Festival International du Film Alpin
 Basel 25.-29.10.2000
Internationales Festival für Film Video und neue Medien/Viper 2000
Genève 30.10.-5.11.2000
 Cinéma tout écran
Bellinzona November 2000
 Castellinaria Festival internazionale del cinema giovane

Märkte / Marchés

Los Angeles/USA
 23.2.-1.3.2000
 The American Film Market
 10850 Wilshire Boulevard, 9th Floor
 USA-Los Angeles, CA 90024
 Tel. 001 310 446 1000
 Fax 001 310 446 1600

Genève / Genf

Département de l'instruction publique
 Services administratifs et financiers
 Service des affaires culturelles
Commission création audiovisuelle
 Séance du 7 octobre 1999
 Aide à la création audiovisuelle (cinéma & vidéo)

AIDE A LA PRODUCTION:
 pas de soutien à la production accordé

PRIME A LA QUALITE:
 Zoltan Horvath
 Carcasses et Crustacés
 14'/35mm / couleur / film d'animation
 5'000.-
 F.-Cristophe Marzal
 Attention aux chiens
 86'/35mm / couleur / fiction
 5'000.-
 Romeo Wyder
 Pas de café, pas de télé, pas de sexe
 87'/35mm / couleur / fiction

EDA / DFAE

Untertitelungsfonds der Sektion Kultur und UNESCO des EDA für das Jahr 2000 und 2001

Die Sektion Kultur und UNESCO des EDA wird den Untertitelungsfonds in Absprache mit der Sektion Film des BAK und dem Schweizer Filmzentrum nach 1999 auch in den folgenden Jahren 2000 und 2001 übernehmen. Die Kriterien für das Einreichen von Gesuchen bleiben die gleichen wie im laufenden Jahr:

- Dem Gesuch muss eine offizielle Einladung für den Film zu einem wichtigen internationalen Festival im Ausland beigelegt werden. Der Film muss dort im Wettbewerb oder einer der Hauptsektionen laufen. Ebenfalls zulässig sind relevante Festivals mit oder ohne Wettbewerb, die aber für den Schweizer Spiel-, Dokumentar-, Animations- und Experimentalfilm von Bedeutung sind. Die Kommission entscheidet von Fall zu Fall, ob ein Film (gemäß Filmverordnung) und/oder Festival die nötigen Kriterien für eine Untertitelung erfüllt.

- Das Gesuch muss vor dem Festivaltermin, jedoch spätestens zwei Wochen nach der offiziellen Festivaleinladung beim Schweizerischen Filmzentrum eingereicht werden. Gesuche, die nach diesem Termin eintreffen, können nicht mehr berücksichtigt werden.

- Dem Gesuch muss ein Budget und Offerten für die Untertitelung beigelegt werden. Jedes Gesuch wird auf der Basis der Einreichungskriterien sofort nach Eingabe geprüft. Der Entscheid wird grundsätzlich vor dem Festivaltermin bekannt gegeben. Wird das Gesuch positiv beurteilt, so werden in der Regel 50% der Kosten (maximal CHF 3'000 für Filme bis 60 Min./maximal CHF 6'000 ab 60 Min.) für Kopie, Übersetzung, Untertitelung und Transfer auf Beta SPNHS übernommen.

- Falls dem Gesuch stattgegeben wird, ist der Gesuchsteller verpflichtet, dem Schweizerischen Filmzentrum und der Sektion Kultur und UNESCO je eine ununtertitelte VHS-Kopie des Films zuzustellen.

Die Kommission für Untertitelungen setzt sich zusammen aus Madeleine Fonjallaz (BAK, Sektion Film), Yvette de Roche (EDA, Sektion Kultur und UNESCO) und Micha Schiowow (Schweizerisches Filmzentrum).

Bei diesen finanziellen Unterstützungsmaßnahmen handelt es sich wie bei den Filmförderungsbeiträgen des Bundes um Ermessenssubventionen.

Fonds de sous-titrage de la Section Culture et UNESCO du DFAE pour les années 2000 et 2001

La Section culture et UNESCO du DFAE continuera à alimenter, au cours des années 2000 et 2001, le fonds de sous-titrage géré par elle en accord avec la section cinématographique de l'OFC et du Centre suisse du cinéma. Les critères pour l'introduction des demandes restent les mêmes que ceux appliqués pendant l'année en cours:

- La demande doit être accompagnée de l'invitation officielle d'un festival international important situé à l'étranger. Le film doit y être sélectionné, soit en compétition, soit dans l'une de ses sections principales. Sont également admissibles les festivals, avec ou sans compétition, dont importance pour les films de fiction, les documentaires, les films d'animation et expérimentaux suisses est avérée. La commission décide au cas par cas si un film (selon l'ordonnance sur cinéma) et/ou un festival remplissent les critères nécessaires pour un sous-titrage.

- La demande doit être adressée au Centre suisse du cinéma avant le festival, au plus tard deux semaines après réception de l'invitation officielle du festival. Des demandes parvenant après ce délai ne pourront plus être prises en considération.
- La demande doit être accompagnée du budget et des devis pour le sous-titrage. Chaque demande sera examinée immédiatement. La décision sera en principe communiquée avant le début du festival.
- En cas d'acceptation du dossier, sont pris en charge 50% du coût (au maximum 3000 fr. pour les films inférieurs à 60 min. au maximum 6000 fr. à partir de 60 min.) de la copie, de la traduction, du sous-titrage et du télécinéma vers un support Béta SP / VHS.
- En cas d'acceptation du dossier, le demandeur s'engage à fournir au Centre suisse du cinéma et à la section culture et Unesco une copie VHS du film sous-titré,

La commission pour le sous-titrage est composée des personnes suivantes - Madeleine Fonjallaz (OFC, Section cinématographique), Yvette de Roche (DFAE, Section culture et Unesco) et Micha Schiowow (Centre suisse du cinéma).

Comme pour les aides au cinéma attribuées par la Confédération, ces mesures de soutien sont par essence des subventions sélectives.

Impressum

Ciné-Bulletin

12/99 No. 290

Dezember/décembre 1999

Revue suisse des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel

Éditée en collaboration avec les associations professionnelles et les institutions du cinéma membres du Comité de patronage de CB.

Zeitschrift der Schweizer Film- und Audiovisionsbranche

Herausgegeben in Zusammenarbeit mit den Berufsverbänden und Filminstitutionen der Trägerschaft CB

Ciné-Bulletin erscheint als Beilage zu FILM

Herausgeber:

Stiftung Ciné-Communication

Verantwortlich:

Françoise Deriaz
Dominik Slappnig

Redaktion:

Françoise Deriaz
Michael Sennhauser

Collaboration/Mitarbeit:

Micha Schiowow

Layoutdesign:

Peter Scholl, Oliver Slappnig

Adresse Redaktion Deutschschweiz:

Ciné-Bulletin
Bederstrasse 76 – Postfach 147
8027 Zürich
Tel. 01 204 17 83 Fax 01 280 28 50
E-Mail: sennhauser@film.ch

Adresse rédaction Suisse romande:

Ciné-Bulletin
Rue du Maupas 2
1004 Lausanne
Tel. 021 351 26 70, fax 021 323 59 45
E-Mail: fderiaz@planet.ch

Koordination Brancheninformation,
Inserateannahme, Festivalkalender:
Annemarie Schoch (Dienstag)
Schweizerisches Filmzentrum
Neugasse 6 – Postfach
8031 Zürich
Tel. 01 272 61 71, Fax 01 272 53 50
Tel. 01 272 53 30 (Schweizerisches
Filmzentrum)
E-Mail: cinebulletin@swissfilms.ch

Abonnements und Adressänderungen:
Katja Spilker
Abodienst FILM/CB
Zollikofer AG,
Postfach
9001 St. Gallen

Abo-Hotline:
Ciné-Bulletin/FILM
Tel. 0848 800 802

Nachdruck nur mit Genehmigung der
Redaktion und mit Quellenangabe
gestattet/Reproduction uniquement
autorisée avec l'accord de la rédaction et
avec la citation de la source.

ISSN 1018-2098

Redaktionsschluss der nächsten
Nummern / Délai de rédaction des
prochains numéros:

No. 291 – Januar/janvier 2000

Redaktion/rédaction:

1. Dezember/décembre

Inserate/Annonces:

1. Dezember/décembre (!)

No. 292 – Februar/février 2000

Redaktion/rédaction:

4. Januar/janvier

Inserate/Annonces:

11. Januar/janvier

Beteiligte Verbände und Institutionen/Associations et institutions participantes

Agence suisse du court métrage /
Kurzfilmagentur Schweiz
Alain Bottarelli,
Maupas 2, 1004 Lausanne
Tel. 021/311 09 06, Fax 021/311 03 25
E-Mail: agency@filmnet.ch

ARC Association romande du cinéma
8, avenue Montoie, 1007 Lausanne
Tel. 021/661 40 60, Fax 021/661 40 61

Bundesamt für Kultur /
Office fédéral de la culture
Hallwylstrasse 15, Postfach
3003 Bern, Tel. 031/322 92 71,
Fax 031/322 57 71, E-Mail:
CINEMA.FILM@bak.admin.ch

Cinélibre – Association suisse de
promotion et d'animation ciné-
matographique /
Verband Schweizer
Filmklubs und nichtkommerzieller
Spielstellen,
Sekretariat: Dominique Béot,
Postfach, 8026 Zürich
Tel. 01/242 38 50, Fax 01/242 19 39

Cinémathèque suisse /
Schweizer Filmarchiv,
3, allée Ernest-Ansermet
Case ville 2512, 1002 Lausanne
Tel. 021/331 01 01, Fax 021/320 48 88

Cinéma tout écran
Maison des arts du Grütli
16, rue Général-Dufour
Case postale 5305, 1211 Genève 11
Tel. 022/328 85 54, Fax 022/329 68 02
E-Mail: info@cinema-tout-écran.ch
www.cinema-tout-écran.ch

Festival international du film de
comédie
Grand-Place 29, Case postale 27,
1800 Vevey, Tel. 021/922 20 27,
Fax 021/922 20 24

Festival internazionale del film
Locarno
Via B. Luini 3a, 6601 Locarno
Tel. 091/756 21 21, Fax 091/756 21 49
E-Mail: info@pardo.ch,
www.pardo.ch

Focal, Fondation de formation
continue pour le cinéma et
l'audiovisuel /
Stiftung Weiterbildung Film und
Audiovision,
2, rue du Maupas, 1004 Lausanne
Tel. 021/312 68 17, Fax 021/323 59 45

Groupement suisse du film
d'animation (GSFA) /
Schweizer Trickfilmgruppe (STFG),
Sekretariat: Mme Béatrice Reichhart
Comin-Dessus, 1529 Cheiry
Tel. 026/668 28 48, Fax 026/668 28 58

Kleinanzeige / annonce

Laboratorium für
Schwarz-Weiß-Film

35; 16; 9,5; 8

Entwicklung von Hand in kleinen
Portionen, ganzer Service

Filmkunst Simon Wyß
und Teilhaber, Kg.
Güterstraße 125
4002 Basel
Telefon: (061) 361 01 03

Pro Litteris – Schweizerische
Urheberrechtsgesellschaft für
Literatur und bildende Kunst,
Universitätstrasse 94 – 96, Postfach,
8033 Zürich, Tel. 01/368 15 15,
Fax 01/368 15 68,
E-Mail: mail@prolitteris.ch
www.prolitteris.ch

SRG-SSR idée suisse
Koordination: Tiziana Mona, Leiterin
Stab TV / Affaires générales TV
Giacomettistrasse 3, Postfach
3000 Bern 15, Tel. 031/350 91 11,
Fax 031/350 92 56; E-Mail:
webmaster@srg-ssr-idee-suisse.ch
www.srg-ssr.ch

Schweizerischer Verband der
FilmproduzentInnen (SFP) /
Association suisse des producteurs
de films (SFP),
Sekretariat: Dr. Willi Egloff,
Zinggstrasse 16, 3007 Bern
Tel. 031/372 40 01, Fax 031/372 40 53

Schweizerischer Filmverleiher
Verband (SFV) / Association suisse
des distributeurs de films (ASDF),
Schwarztorstrasse 56,
Postfach 8175, 3001 Bern
Tel. 031/387 37 02, Fax 031/387 37 07

Swiss Film and Video Producers
(SFVP) / Schweizer Film- und Video-
Produzenten / Producteurs suisses
film et Vidéo / Produttori Svizzeri
Film e video, Sekretariat: Urs Wackerli,
Weinbergstrasse 31, 8006 Zürich
Tel. 01/266 64 46, Fax 01/262 29 96
www.filmproducers.ch

Schweizerischer Kino-Verband (SKV) /
Association cinématographique
suisse (ASDF),
Martin Hellstern, Casella postale 145,
6949 Comano, Tel. 091/935 09 51

Société suisse des auteurs (SSA)
12/14, rue Centrale, Case postale
3893, 1002 Lausanne,
Tel. 021/313 44 55,
Fax 021/313 44 56, E-Mail: info@ssa.ch

Schweizerische Gesellschaft
Solothurner Filmtage
/ Société des journées cinémato-
graphiques de Soleure,
Postfach 140, 4504 Solothurn
Tel. 032/625 80 80, Fax 032/623 64 10
E-Mail: filmtage@cuenet.ch,
www.cuenet.ch/filmtage/

Schweizer Syndikat Film und Video
(SSFV) / Syndicat suisse film et vidéo
(SSFV), Sekretariat, Josefstrasse 106,
Postfach 3274, 8031 Zürich
Tel. 01/272 21 49, Fax 01/271 33 50
E-Mail: ssfv@compuserve.com

Abonnement

Talon einsenden an / Prière de retourner le coupon à:

Abo-Dienst FILM / Cinébulletin
Zollikofer AG
Postfach
8001 St. Gallen

Ich bestelle ein Jahresabonnement des Cinébulletin zum Preis
von Fr. 55.– (Ausland Fr. 70.–) inkl. 2% MWSt, beginnend mit der Nummer:
Je désire souscrire un abonnement d'un an au Cinébulletin,
au prix de Fr. 55.– (à l'étranger Fr. 70.–) 2% TVA incluse, à dater du numéro:

Name / nom:

Adresse / adresse:

Tel. / Fax:

Beruf / Profession:

SSV Schweizer Studiofilm Verband
Schweizer Sektion der C.I.C.A.E. /
ASCA Association suisse du cinéma
d'art; Section suisse de la C.I.C.A.E.
Bea Cuttat (Präsidium und Ge-
schäftsstelle),
Postfach 607, 8045 Zürich
Tel. 01/201 24 87, Fax 01/201 24 42

Suissimage, Schweizerische
Gesellschaft für die Urheberrechte an
audiovisuellen Werken / Société
suisse pour la gestion des droits
d'auteurs et d'œuvres audiovisuelles
Neuengasse 23, Postfach, 3001 Bern
Tel. 031/312 11 06, Fax 031/311 21 04

Schweizerischer Verband der
Filmjournalistinnen und
Filmjournalisten (SVF) / Association
suisse des journalistes
cinématographiques (ASJC),
Sekretariat: Sibylle Matt,
Lerberstrasse 12, 3013 Bern
Tel. und Fax 031/333 29 25
E-Mail: svf@email.ch

Swissperform – Gesellschaft für
Leistungsschutzrechte / Société pour
les droits voisins,
Utoquai 43, Postfach 221,
8024 Zürich,
Tel. 01/261 50 10, Fax 01/360 41 35,
E-Mail: info@swissperform

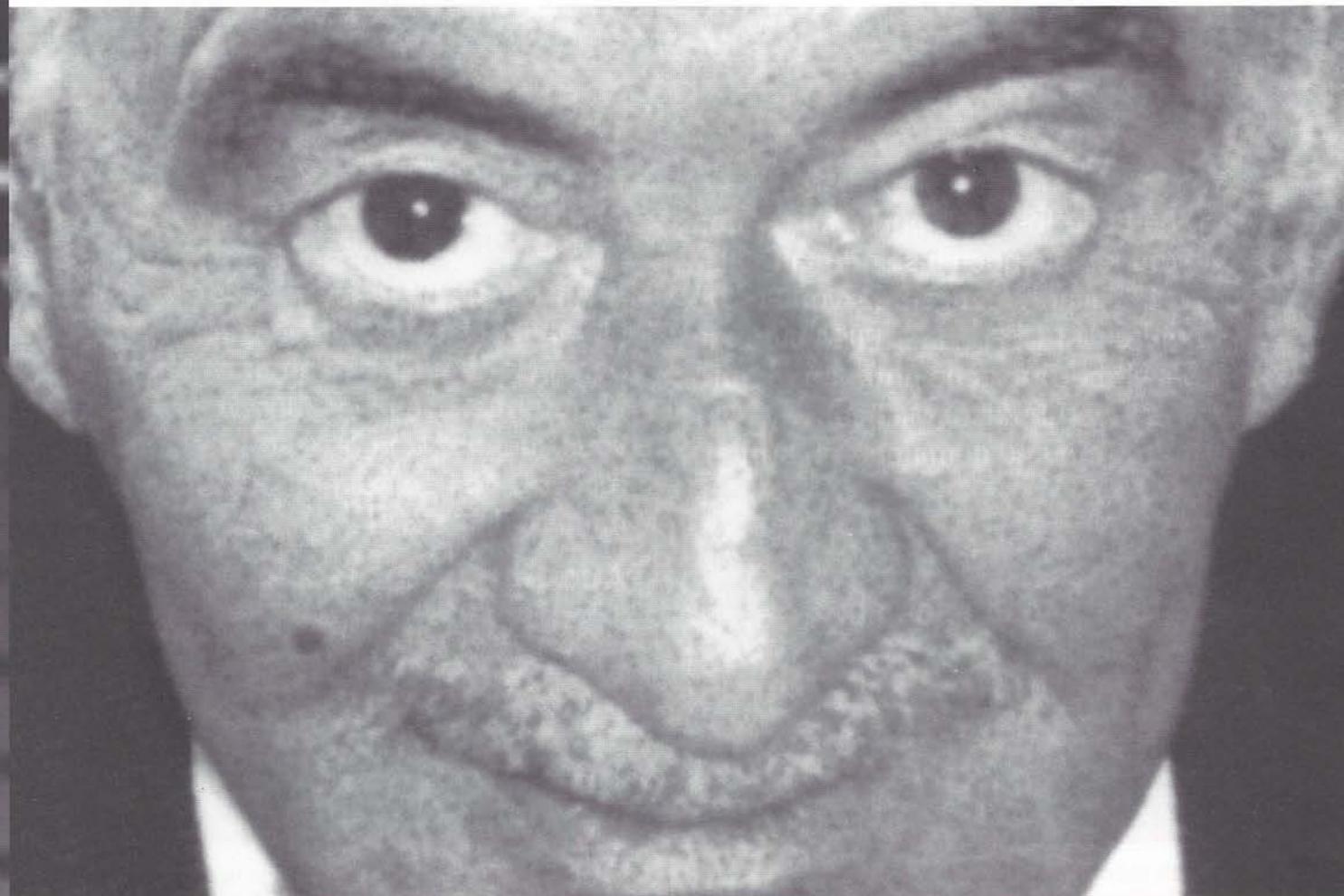
Schweizerischer Verband Film-
technischer und Audiovisueller
Betriebe / Association suisse des
industries techniques de l'image
du son, Sekretariat: Philippe Probst
Konsumstrasse 16a, 3007 Bern
Tel. 031/382 44 33, Fax 031/382 46 42

Verband Filmregie und Drehbuch
Schweiz (VFDS) / Association suisse
des réalisatrices et réalisateurs de
films (ASRF),
Sekretariat: Brigitte Wicki,
Im Ror 16, 8340 Hinwil
Tel. 01/937 23 16, Fax 01/938 13 57
E-Mail: fds.admin@swissonline.ch

VIPER – Internationales Festival für
Film, Video
und neue Medien / Festival
international du film, de la vidéo
et nouveaux médias
Postfach 4929, 6002 Luzern
Tel. 041/362 17 17, Fax 041/362 17 18
E-Mail: info@viper.ch
www.viper.ch

Visions du réel – Festival interna-
tional du cinéma documentaire,
Case postale 593, 1260 Nyon
Tel. 022/361 60 60, Fax 022/361 70 71
E-Mail: docnyon@visionsdureel.ch
www.visionsdureel.ch

Regardez vos droits en face.



Dans le domaine de l'audiovisuel, vos droits d'auteur sont désormais défendus de manière globale. La complémentarité de SUISSIMAGE et de la SSA vous assure une protection intégrale, quelle que soit la phase d'exploitation de votre œuvre: émission, retransmission, copie privée ou location. En Suisse comme à l'étranger.

De plus, la SSA et SUISSIMAGE offrent protection et assistance juridique à leurs membres. Les deux sociétés gèrent également des fonds sociaux en faveur des auteurs et des fonds culturels pour la promotion et la création des œuvres audiovisuelles. Avec SUISSIMAGE et la SSA, vos droits n'ont jamais été plus efficacement défendus.

SUSSIMAGE – Bern
Tel. 031/312 11 06
Lausanne
Tél. 021/323 59 44
e-mail: mail@suissimage.ch

SSA – Lausanne
Tél. 021/313 44 55
e-mail: info@ssa.ch

suissimage & **SSA**

Haben Sie etwas vermisst?

Als Ciné-Bulletin-Abonnentin oder -Abonent können Sie noch bis Ende Jahr FILM zum exklusiven Vorzugspreis von Fr. 44.– abonnieren (statt Fr. 78.–). FILM bietet in der Dezember-Ausgabe unter anderem einen Schwerpunkt zu Michael Winterbottom und dem neueren britischen Kino.

Abo-Hotline 0848 800 802

Abonnieren Sie FILM zum CB-Einführungspreis!

Ja, ich möchte vom einmaligen CB-Einführungspreis profitieren.

Ich abonniere FILM für 1 Jahr (11 Ausgaben) zum Preis von Fr. 44.– und spare mehr als 45 Prozent (Einführungspreis gültig bis 31.12.99).

Ich möchte FILM besser kennenlernen und bestelle die nächsten 3 Ausgaben zum Preis von nur Fr. 10.– statt 24.–. Die zehn Franken lege ich direkt dem Coupon bei.

Coupon einsenden an:
Redaktion FILM, Bederstrasse 76, Postfach 147, 8027 Zürich

Name, Vorname _____

Strasse, Nr. _____

PLZ, Ort _____

Unterschrift _____

Avez-vous raté votre rendez-vous avec FILM?

Jusqu'à la fin de l'année, en votre qualité d'abonné(e) à Ciné-Bulletin, vous bénéficiez d'un tarif d'abonnement préférentiel de Fr. 44.– par an. Si vous vous abonnez tout de suite, vous recevrez immédiatement le cinquième numéro de FILM (décembre).

Abo-Hotline: 0848 800 802

Abonnez-vous dès octobre aux prix de lancement!

Oui, je souhaite profiter des prix de lancement réservés aux abonnés de Ciné-Bulletin.

Je m'abonne à FILM pour 1 an (11 numéros) pour le prix préférentiel de Fr. 44.– et réalise ainsi une économie de plus de 45% sur le prix normal d'abonnement (offre valable jusqu'au 12.12.1999).

J'aimerais mieux connaître FILM et souhaite recevoir les trois prochains numéros pour Fr. 10.– seulement au lieu de Fr. 24.–. Je joins à l'envoi de ce coupon un billet de Fr. 10.–.

Coupon à envoyer à:
FILM – Service des abonnements – Case postale 271 – 1000 Lausanne 9

Nom, prénom: _____

Rue: _____

NPA/localité: _____

Date, signature: _____